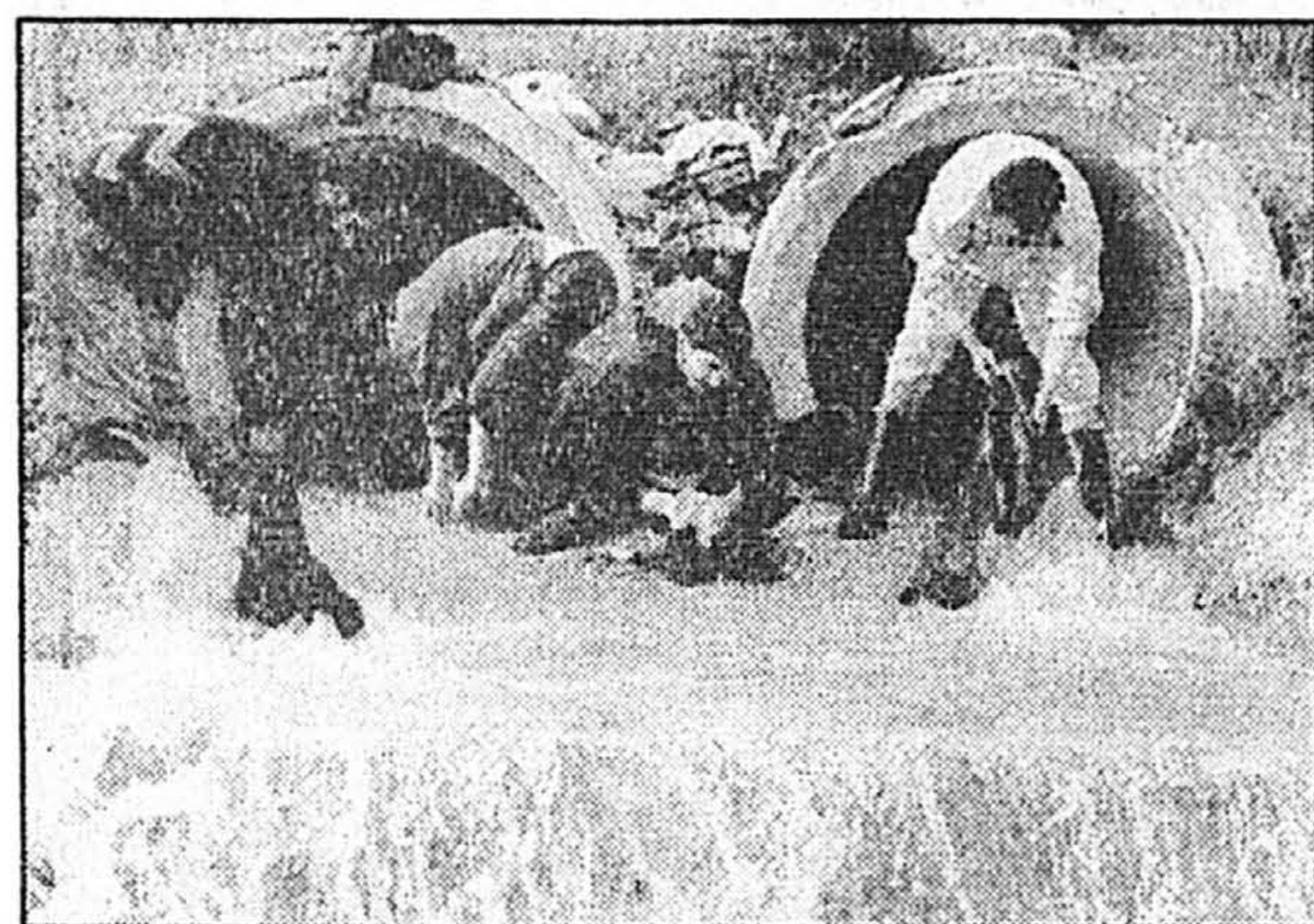


Des expulsions plus «négatives» que prévu

d'après AFP et Reuter
JÉRUSALEM

Les 415 Palestiniens expulsés par Israël se trouvaient toujours hier soir dans le *No Man's Land* au Liban sud entre les positions de l'armée israélienne d'occupation et de l'armée libanaise alors que les événements continuaient de s'accélérer autour de cette affaire qui vient de valoir à Israël une condamnation unanime du Conseil de sécurité de l'ONU.



A proximité du camp, d'autres expulsés lavent leur linge dans l'eau froide d'un ruisseau.

La Cour suprême d'Israël reportait sa décision sur leur éventuel retour à aujourd'hui au plus tôt. Dans la bande de Gaza occupée, six Palestiniens étaient blessés par balles hier, un grièvement, lors de manifestations contre l'armée israélienne.

Le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, reconnaissait que le résultat «est moins positif que nous le pensions», mais il maintenait avoir pris la bonne décision en expulsant jeudi les 415 Palestiniens.

Il prévenait le Liban qu'il ferait une «grave erreur» en refoulant les expulsés vers le territoire israélien.

Mais son homologue libanais Rafik al-Hariri réaffirmait que le problème des expulsés était un problème israélien. «Notre position est définitive. Le problème est un problème israélien. Il ne nous concerne pas», a-t-il dit.

À Tunis, l'OLP tenait une réunion extraordinaire pour trouver une réponse à la crise provoquée par les expulsions.

Réagissant à la mort des six Palestiniens tués par des soldats israéliens la veille à Khan Younis, dans la bande de Gaza, l'OLP réclamait une protection internationale pour le peuple des territoires occupés.

Le parti israélien de gauche Meretz, membre de la coalition travailliste au pouvoir, a dit approuver les expulsions, mais il a demandé au gouvernement Rabin de «tendre la main à la direction de l'OLP» pour contrer le mouvement islamiste Hamas.

PHOTO AP

Trop tard, semble-t-il. Car, pour la première fois depuis le début de l'Intifada, des dirigeants proches de l'OLP et d'autres du Hamas tenaient hier un meeting commun pour protester contre l'expulsion des 415 présumés intégristes.

Lors du rassemblement au théâtre Hakawati, à Jérusalem-est, Sari Nusseibeh, proche de l'OLP, a affirmé que «la situation ressemble au début de l'Intifada et la population palestinienne ne laissera pas passer ces expulsions».

«Les habitants ne parlent plus de sus-

prendre mais de boycotter les négociations de paix» avec Israël, a-t-il dit. Concernant le rapprochement entre l'OLP et le Hamas, il a déclaré que «tous les Palestiniens et leurs mouvements sont unis contre l'occupation».

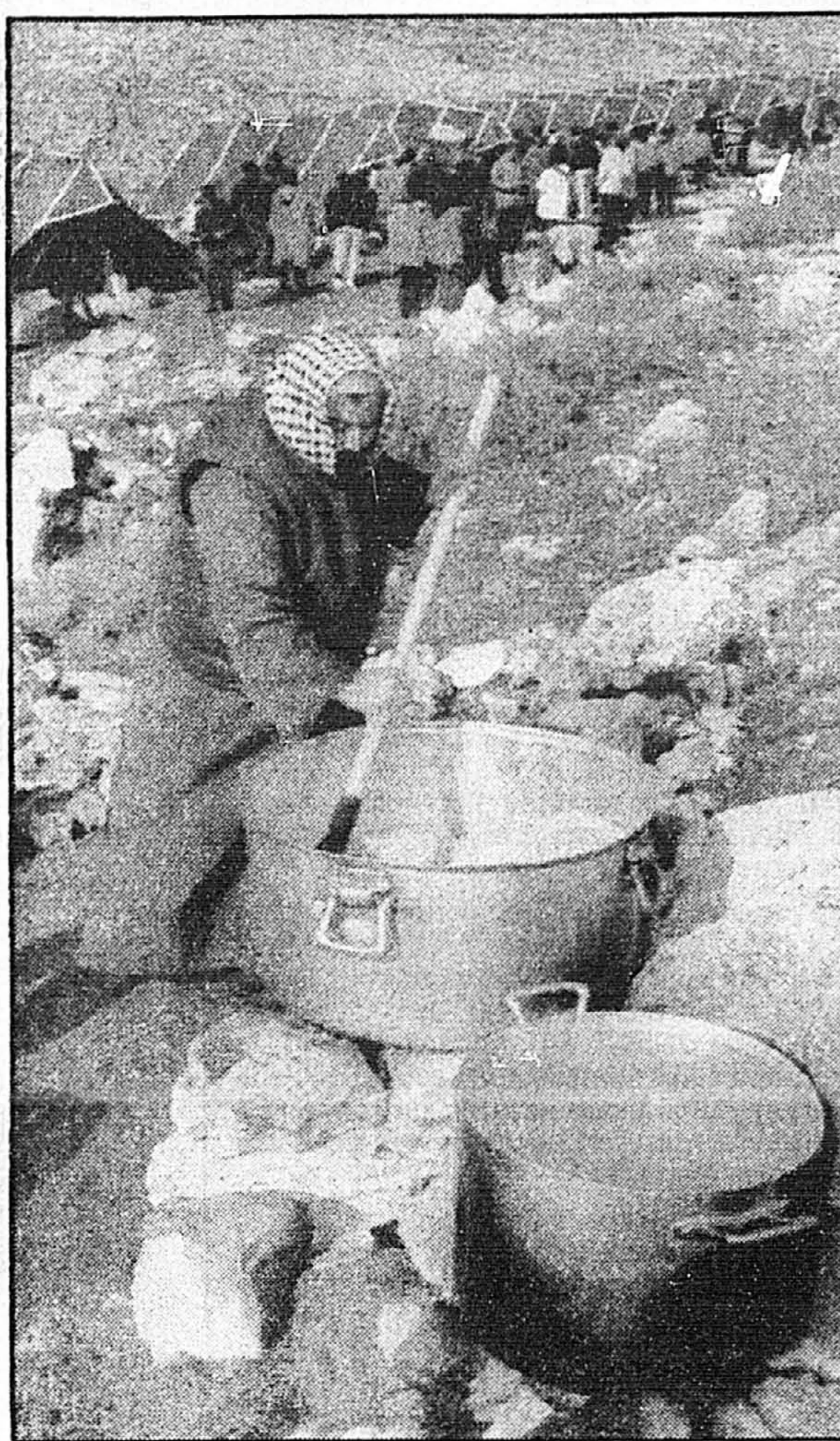
Dix organisations palestiniennes, dont le Hamas, appelaient à la grève générale mercredi dans les territoires occupés, ainsi qu'en Jordanie, en Syrie et au Liban, pour dénoncer les expulsions.

Dans un communiqué publié à Amman, les dix formations opposées au «processus de paix» au Proche-Orient ont appelé «les forces arabes, islamiques et amies à faire pression sur Israël dans toutes les instances internationales, afin qu'il renonce à sa politique raciale et répressive, et qu'il se conforme à la résolution 799 de l'ONU», condamnant l'expulsion et réclamant le retour «immédiat» des expulsés dans leurs foyers.

Les organisations incluent les Fronts démocratique et populaire de libération de la Palestine (FDLP) et FPLP, deux des principales composantes de l'OLP, le Jihad islamique et le Mouvement de la résistance islamique Hamas. Le FPLP-Commandement général d'Achmed Jibril a également signé le communiqué.

Les responsables des 750 000 Arabes d'Israël lançaient de leur côté un mot d'ordre de grève générale pour demain pour dénoncer les 415 expulsions. Lors d'une réunion extraordinaire à Shefaram, en Galilée, le Comité des localités arabes d'Israël ont appelé à la fermeture pendant 24 heures des magasins, écoles et de toutes les administrations. Une délégation d'Arabes israéliens se rendra à Gaza pour se solidariser avec les familles des expulsés.

Une collecte a été organisée par le comité pour acheter vivres, couvertures et médicaments pour les Palestiniens des territoires occupés, soumis depuis une dizaine de jours à un couvre-feu.



Un déporté palestinien utilise une pelle pour touiller le riz dans un gros chaudron dans le camp de tentes abritant les 415 hommes expulsés par Israël dans le sud-est du Liban.

PHOTO AP

► REPÈRES

Afrique du Sud: la purge soulève des interrogations

d'après l'Agence France-Presse
LE CAP

Les services de renseignement militaires (MI) de l'Afrique du Sud seront largement restructurés à la suite des purges décidées par le président Frederik de Klerk, a déclaré hier le ministre de la Défense, Gene Louw.

Il a précisé que c'était à la suite des conclusions de l'enquête interne concernant des «activités et pratiques illégales ou non autorisées» au sein de l'armée qu'il faut «revoir immédiatement la restructuration et l'amélioration de l'efficacité de l'action globale des renseignements» militaires.

Das Herbst, porte-parole du ministre de la Défense, a précisé de son côté que l'une des unités qui ont fait l'objet de l'enquête du juge Richard Goldstone, président de la Commission d'enquête sur la violence, la *Covert Collection*, était l'une des unités visées par la restructuration.

Cette purge dans l'armée, annoncée samedi par de Klerk, laisse entre-temps de nombreuses questions en suspens et qui suscitaient hier les spéculations des commentateurs.

Aucun des noms des 23 officiers, dont six généraux, suspendus ou mis à la retraite d'office, n'a été cité par le chef du régime de Pretoria. Le détail des actes «inacceptables» qui leur sont reprochés n'a pas été fourni non plus.

De Klerk n'a en pas moins reconnu la gravité de la situation, en indiquant que certains responsables de l'armée liés à la droite et animés par la volonté de faire capoter le processus de réforme engagé en 1990 avaient monté des opérations allant jusqu'au meurtre d'opposants.

Une première question est de savoir combien d'hommes sont impliqués. Le président a affirmé qu'il ne s'agissait que d'une «poignée d'individus». Il a indiqué que ses décisions faisaient suite à une enquête «préliminaire», n'excluant pas que d'autres têtes puissent donc tomber. Il a souligné que des collaborateurs civils de l'armée étaient mêlés à ces opérations douteuses.

Ces hommes pouvaient-ils

tenter de renverser le gouvernement? «Il n'y a pas encore de preuve» pour l'affirmer, a-t-il dit.

L'ANC (Congrès national africain), qui dénonce depuis des mois l'existence d'une «troisième force» organisée au sein de l'armée et de la police, a déclaré que les «demi-révélation» de de Klerk ne sont que «la partie émergée de l'iceberg».

Selon l'ANC, cette «troisième force» est à l'origine de certaines des violences officiellement attribuées à des rivalités entre ANC et Inkatha. Son objectif est d'empêcher le passage à la démocratie.

L'ANC a relevé que l'enquête interne à l'origine de ce coup de balai ne concernait que le service des renseignements de l'armée.

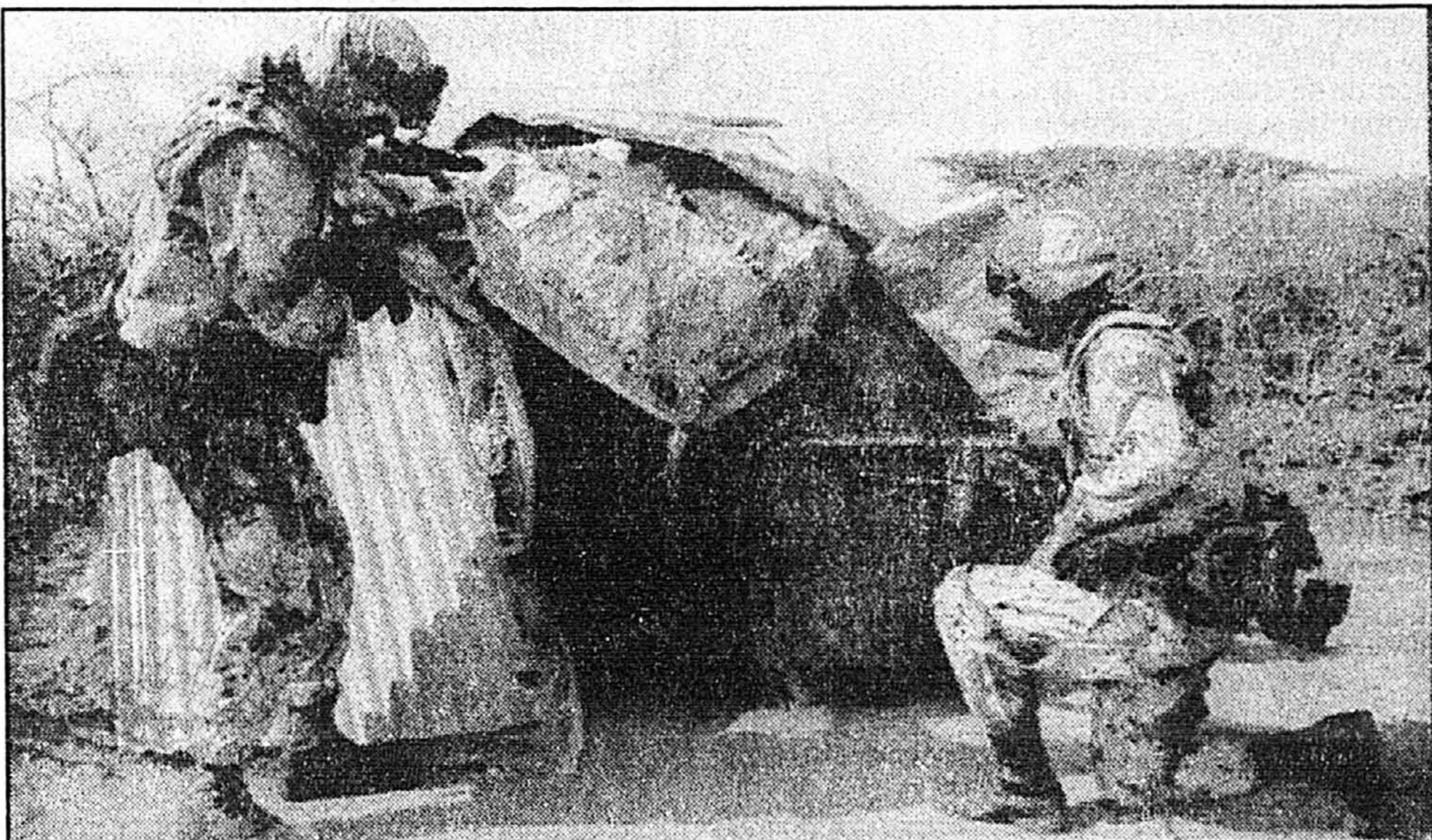
Les journaux publiaient hier les noms de responsables de l'armée faisant depuis des mois l'objet d'accusations renouvelées dans la presse ou dirigeant les services secrets de l'armée. Aucune confirmation qu'il s'agissait bien d'hommes qui ont été limogés n'a pu être obtenue et les journaux se contredisent.

Un journal proche du Parti national au pouvoir a affirmé hier que l'un des officiers limogés était le général de brigade Tollejtie Botha, directeur de la *Covert Collection*. Selon ce même journal, l'un des généraux limogés est le major-général Chris Thirion, directeur-adjoint du personnel des services de renseignement de l'armée.

Selon de Klerk, les intéressés n'avaient pas été mis au courant des mesures les concernant avant sa conférence de presse de samedi. Leurs noms ne seront rendus publics que fin décembre, après que le juge Goldstone aura reçu les résultats de l'enquête confiée au général Pierre Steyn.

La suite judiciaire qui sera donnée à leur acte fait également l'objet d'interrogations. Aux termes d'un projet de loi que de Klerk a fait passer en octobre, les coupables peuvent demander à être amnistiés sans même avoir été inculpés. L'ANC s'en est inquiété samedi, réclamant leur traduction en justice.

Les déclarations de de Klerk «confirment nos pires soupçons», a déclaré le leader du Parti démocrate (Blancs libéraux) Zach de Beer. «Le test de la sincérité de de Klerk résidera dans l'efficacité avec laquelle ils seront poursuivis et dans la sévérité de leurs peines», a-t-il ajouté.



Des marines américains fouillent une tente après leur débarquement dans la ville portuaire de Kismayo, dans le sud de la Somalie.

PHOTO REUTER

Une insécurité persistante

Agence France-Presse
MOGADISCIO

Des troupes belges et américaines ont débarqué sans problèmes hier dans le port de Kismayo, dans le sud de la Somalie, mais deux incidents survenaient dans la capitale, Mogadiscio, et ses environs, révélant une insécurité persistante.

Une patrouille à pied de marines a en effet essuyé deux rafales d'armes automatiques, venues du bâtiment qui abritait autrefois le Parlement. La patrouille a riposté sans voir les agresseurs, a raconté un porte-parole militaire américain.

Un *technical*, ces véhicules armés dont se servent les Somaliens, est alors apparu au coin de

la rue. Pendant qu'il cherchait à fuir devant la patrouille, le servant de la mitrailleuse a pointé son arme contre les marines, qui ont tiré et touché l'homme. Il s'est effondré et s'est enfui, selon le porte-parole.

On apprenait entre-temps auprès de la représentation du Comité international de la Croix rouge que 30 camions de vivres affectés par le CICR avaient été pillés samedi, au nord de Mogadiscio. Ces camions transportaient une petite partie du riz collecté par les enfants français.

Cet incident est survenu dans une zone où les militaires ne sont pas encore déployés et qui est en théorie contrôlée par Ali Mahdi Mohamed, le «président par intérim» de Somalie. Ce riz avait été déchargé il y a quelques jours du

bateau français *Le Tadorne*. Le porte-parole US a déclaré ne pas avoir été informé de l'incident.

Le débarquement amphibie à Kismayo permet aux troupes de *Restore Hope* de porter à quatre le nombre de leurs points d'implantation sur le territoire somalien. Au petit matin, 225 marines ont été les premiers à débarquer, suivis d'une centaine de parachutistes belges et de leurs véhicules à bord d'hélicoptères américains. La frégate française *Dupleix* servait d'appui-feu à l'opération, couverte également par le porte-avions américain *Kitty Hawk*.

Par ailleurs, un premier convoi routier de 300 tonnes de blé escorté par des militaires, parti il y a une semaine du port de Mogadiscio, arrivait à Baidoa.

DÉPÊCHES

INDE Intégristes arrêtés

Des centaines de partisans du principal parti intégriste hindou BJP ont été arrêtés hier lors de violentes manifestations antigouvernementales en Inde marquées par des échauffourées avec la police. Un important dirigeant du Parti Bharatiya Janata (BJP, Parti du peuple de l'Inde), Atal Behari Vajpayee, a été interpellé avec deux de ses collègues à la sortie d'un local du parti à New Delhi. Il a été relâché dans la soirée après avoir entamé une grève de la faim, a déclaré la police.

IRAK Kurdistan-démenti

L'Irak a «catégoriquement démenti» hier les informations d'une télévision américaine selon lesquelles Bagdad masse des troupes dans le nord du pays pour mener une offensive contre les régions contrôlées par les partis kurdes. Dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères a affirmé que «les milieux US dif-

fusent des informations mensongères chaque fois que la date approche de la prolongation de la présence des forces US en Turquie», cela pour «tromper l'opinion turque et faire pression sur le Parlement turc pour qu'il donne son accord à la prolongation».

ALLEMAGNE Marche-racisme

Plus de 300 000 personnes ont défilé hier soir contre le racisme dans plusieurs villes du nord et du sud de l'Allemagne, portant à bout de bras des bougies, des flambeaux, lanternes ou des lampes de poche, a dit la police. La semaine passée, 450 000 Allemands s'étaient retrouvés dans les rues de Hambourg, en prenant modèle sur la marche aux flambeaux qui avait rassemblé le 7 décembre à Munich 350 000 personnes.

TAÏWAN Élections-démission

Le secrétaire général du Parti nationaliste au pouvoir à Taiwan

a présenté hier sa démission après le revers de sa formation aux législatives. Selon l'agence de presse CNA, James Soong a offert sa démission au président Lee Teng-hui, chef du parti. Ce départ souligne les luttes internes du mouvement après le scrutin. Les nationalistes ont conservé la majorité au Parlement mais avec 53 p. cent des suffrages, ils atteignent leur niveau le plus bas depuis leur repli à Taiwan après la défaite face aux communistes chinois.

CUBA Municipales

Les Cubains se sont rendus aux urnes hier pour élire leurs représentants aux Assemblées municipales, alors que le pays est en proie à une grave crise économique depuis l'effacement du Bloc soviétique. «Ce sont les pires conditions pour une élection», a déclaré le président Fidel Castro par allusion aux pénuries, rationnements et coupures d'électricité qui affectent l'île.

L'équipe de Gaïdar sans Gaïdar?

Agence France-Presse
MOSCOU

Les principaux membres de l'équipe de l'ancien premier ministre réformiste russe Egor Gaïdar resteront au sein du prochain gouvernement conservateur, a annoncé hier le porte-parole de la présidence russe cité par l'agence Interfax.

Viatcheslav Kostikov a fait cette déclaration à l'issue de pourparlers à Moscou sur la formation du nouveau cabinet entre le président Boris Eltsine, le premier ministre Viktor Tchernomyrdine et le premier vice-premier ministre Vladimir Choumeiko. A l'issue de plusieurs heures de négociations, les participants «ont confirmé leur fidélité aux principes hérités» de l'ancienne équipe, a déclaré Kostikov.

«Les structures de base de l'ancien gouvernement seront conservées», a dit le porte-parole, avant d'ajouter que «le gouvernement de la Russie restera fidèle à l'idée du passage à l'économie de marché et continuera (sur) la voie des réformes».

Ces pourparlers tripartites se sont tenus au lendemain du retour précipité de Chine de Boris Eltsine et de celui, du Kazakhstan, de Viktor Tchernomyrdine, confirmé lundi dernier par le Congrès (assemblée élargie) dans ses fonctions de premier ministre.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozirev, personnalité très critiquée par l'opposition, a déclaré en marge du troisième Congrès du mouvement Russie démocratique: «J'ai le sentiment que le président n'a pas l'intention de me démettre».

La composition du nouveau gouvernement doit être annoncée avant le 22 décembre.

Kozirev déclarait d'autre part que «la tentative de certaines forces politiques de soutenir le régime national-patriote serbe est une menace pour les musulmans» de l'ex-URSS. Il réagissait à la résolution adoptée jeudi par le Parlement conservateur et qui appelait le ministère des Affaires étrangères à «prendre des mesures indispensables pour éviter l'intervention armée sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie».

Les États-Unis et d'autres pays ont évoqué la possibilité de surveiller l'interdiction de survol de la Bosnie, au besoin par la force.

Éditorial

Paul Desmarais
président du conseil
d'administration

Roger D. Landry
président et éditeur

Claude Masson
éditeur adjoint

Marcel Desjardins
directeur de l'information

Alain Dubuc
éditorialiste en chef

Une petite lueur d'espoir dans un tunnel bien sombre

Cahut spontané ou contestation organisée, violence gratuite ou intolérance systématique, désespoir suicidaire ou chantage médiatique? Ce ne sont là que quelques éléments de la grille d'analyse requise pour tenter de décoder la moisson quotidienne d'informations rapportées depuis quelque temps par les médias.

Il ne se passe en effet pas une journée sans les manchettes ne fassent état d'incidents qui, pris isolément, n'auraient d'autre mérite que de frapper l'imagination. Comme, par exemple, des raids punitifs contre des homosexuels, l'interruption grossière d'un discours du premier ministre ou d'un évêque, le saccage du bureau d'un député, le plongeon fatal d'une désespérée, en plein Palais de Justice, la révolte de locataires, d'assistés sociaux et de chômeurs ou une manif de jeunes membres du KKK.

Autant de nouvelles sans lien entre elles, de prime abord, mais dont la juxtaposition appelle une tentative d'explication. Ne serait-ce que pour contrer un sentiment d'impuissance ou d'angoisse devant la rapide désintégration de l'édifice social.

Il n'y a pas si longtemps, on aurait vu dans ces protestations des signes d'un climat pré-révolutionnaire. Ou le travail de sape mené

par quelque force subversive voulant provoquer le chaos pour faire triompher son projet de société. Mais la réalité est tout autre. Malheureusement, serait-on presque porté à dire!

Car un mouvement révolutionnaire, porté par une idéologie précise, prête flanc à la discussion. Il peut même déboucher, selon ses promoteurs, sur l'édification d'un monde plus juste. Ou sur son refus. Mais, dans les deux hypothèses, on sait à quoi s'en tenir. Et, surtout, chaque terme de l'alternative est porteur de certaines idées devant lesquelles chacun est forcé de prendre position. Pour y souscrire. Ou les combattre.

Or, rien dans la vague de contestation actuelle ne permet d'observer l'émergence de nouvelles valeurs collectives pouvant servir d'assises à un «ordre nouveau». On a plutôt l'impression de n'entendre qu'une vaste clameur d'écœurement, de lassitude ou de démission devant l'implosion d'une société privée de tout ce qui assurait sa cohérence. Et qui a banni de son esprit et de son vocabulaire des principes et des mots jugés aujourd'hui dépassés. Au point où il apparaît désormais anachronique d'évoquer des notions comme autorité, responsabilité, devoir ou discipline.

Pas étonnant que le vertige provoque par ce vide se traduise par un saut qui peut général aux allures de chacun pour soi. Au point d'ériger en uniques valeurs ayant maintenant droit de cité la contrepartie la plus commode des contraintes rejetées. D'où la promotion au rang de seules références ultimes les critères de droit

et de liberté. Le droit et la liberté pour n'importe qui, sans égard aux autres, de trouver son bien, sa satisfaction ou son plaisir n'importe où, n'importe quand et n'importe comment.

Quand une société en est réduite à ne tenter que de faire cohabiter ces intérêts égoïstes, elle n'est pas à l'aube d'une révolution. Elle est aux portes de l'anarchie. Ou de la décadence. Comme, avant elle, d'autres civilisations englouties.

Son seul espoir réside dans le refus de ses membres de baisser les bras. Quitte à se cramponner, malgré les idées à la mode, à des notions de travail, d'honnêteté, de respect, de solidarité, et de dépassement de soi. Des citoyens qui, comme on le voit présentement, répondent nombreux, malgré la récession, aux appels des groupes de soutien reposant sur la générosité populaire.

Bien sûr, cet altruisme ne suffira pas à désarmer les tireurs fous. Ni à éliminer l'intolérance, la contestation sauvage ou la violence gratuite. Mais, contrairement aux apparences, les plus démunis ne seront pas les seuls bénéficiaires des succès de Centraide ou des autres organismes dits charitables. C'est toute la société qui, grâce à ce supplément d'âme et d'amour, verra une petite lueur d'espoir au bout du tunnel. Et retrouvera peut-être, avant qu'il ne soit trop tard, le goût d'aller s'y réchauffer.

Pierre GRAVEL

Un jugement majeur

La décision unanime de la Cour suprême d'étendre la durée du paiement des pensions alimentaires est une victoire majeure pour les femmes.



Ce jugement donne des dents à la loi. Il s'agit d'une redéfinition complète de la façon de déterminer l'importance et surtout la durée des pensions alimentaires. Dorénavant, au moment de décider du montant à payer, le juge devra tenir compte non seulement de la situation économique actuelle de la femme, mais devra mesurer les désavantages subis durant son mariage.

La cause jugée par la Cour suprême illustre bien la situation. Un homme ne voulait plus payer de pension à son ex-épouse parce qu'il jugeait qu'agée de 55 ans et occupant un emploi à temps partiel, elle avait amplement eu le temps de devenir autonome financièrement après 19 ans de séparation, les trois enfants du couple étant élevés.

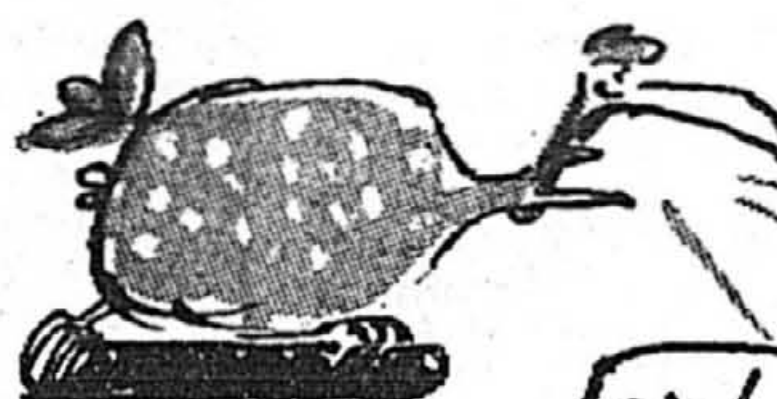
La Justice ne lui a pas donné raison. Le jugement conclut dans le même sens que tous les lobbys de femmes qui font consensus sur ce sujet depuis des années. Généralement, une travailleuse épouse et mère a peu ou pas le loisir de s'impliquer totalement dans son travail en raison de sa double tâche. Elle doit pouvoir disposer d'horaires compatibles avec ses responsabilités familiales. Elle sacrifie ses ambitions pour sa famille. L'homme par contre plonge généralement à fond dans le travail, cumulant ambition et goût du travail en additionnant les dollars. Bien sûr, sa famille en bénéficie. Leur qualité de vie s'améliore. Est-il nécessaire de souligner la situation de l'ex-conjointe qui n'a jamais été sur le marché du travail?

Une fois le divorce prononcé, c'est trop souvent la débâcle. Actuellement au Canada, seulement 40% des ex-conjoints acquittent en partie leurs pensions alimentaires pour 25% entièrement. Ceci est évidemment un autre problème. Il serait toutefois urgent que le législateur québécois imite son homologue ontarien qui, depuis mars dernier, prélève directement la pension alimentaire sur le chèque de paye de l'ex-conjoint.

Quant au jugement qui étend la durée du paiement des pensions alimentaires, il servira grandement à aider tout particulièrement les femmes de 40 ans et plus dont les sacrifices ont été très importants et leur scolarité mineure.

Claudette TOUGAS

LES IMMIGRANTS À L'ÉCOLE ANGLAISE: PRUDENCE DIT BOURASSA



Dis!... OH...
TU PEUX PAS
FAIRE TES DÉMONSTRATIONS
DE PRUDENCE AILLEURS
QUE SUR NOS ŒUFS?
... HEIN?

JE M'ENTRAÎNE
SEULEMENT!



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Mauvaise cible

M. Luis Carlos Fernandez,

Dans une lettre publiée dans *La Presse*, le 11 décembre dernier, vous vous attaquez à des... «émissions du style *Droit de parole* (équivalent des lignes ouvertes radiophoniques, où chacun est invité à braire son vécu)».

Votre intervention est malheureuse parce qu'elle rate sa cible, et trahit une méconnaissance de l'émission *Droit de parole*. Votre critique en prend donc un coup. Ainsi, vous associez l'émission *Droit de parole* animée par Michel Viens depuis près de trois ans, et diffusée à Radio-Québec, à un genre qui ne lui convient pas. Par exemple, depuis le début de la saison, l'émission *Droit de parole* ne s'est penchée que sur des sujets d'affaires publiques: «Les intérêts du Québec et du Canada sont-ils conciliables?», «L'État doit-il contrôler la violence sur nos écrans?», «Faut-il pénaliser ceux qui quittent volontairement leur emploi?», pour en nommer quelques-uns.

Sans doute vous êtes-vous trompé d'émission dans vos propos où vous attaquez les émissions qui constituent «un redoutable outil de cristinisation de masse». Cette confusion est malheureuse et fait en sorte que votre propos, par ailleurs intéressant, a raté la cible. Quant à nous de l'équipe de *Droit de parole* nous vous invitons à nous regarder tous les vendredis; vous retrouverez à Radio-Québec ce que vous recherchiez sans doute: «un merveilleux véhicule de culture».

Sans rancune,

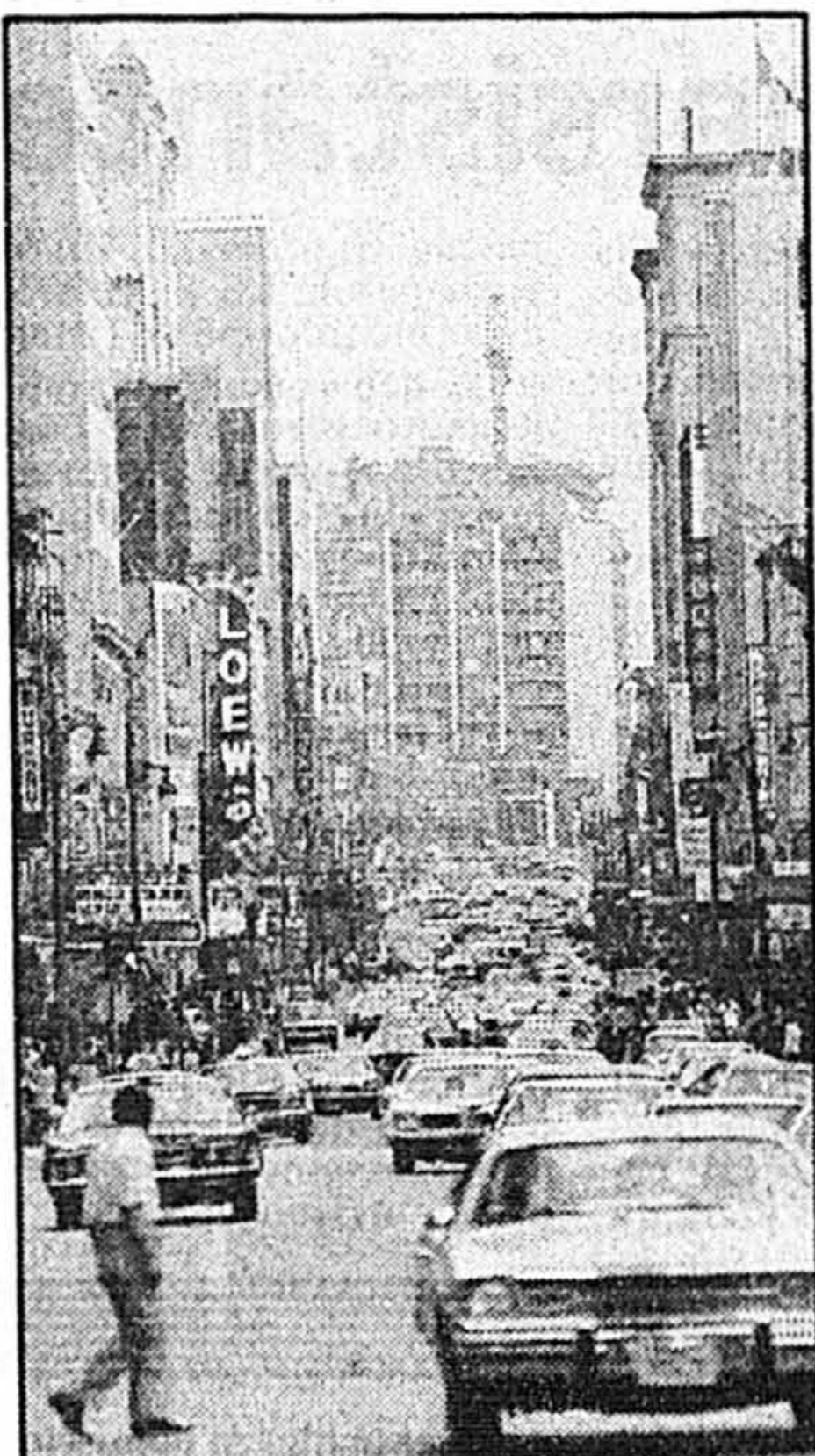
Alain SAULNIER
producteur délégué
Droit de parole, Radio-Québec

Ste-Catherine aux piétons: bonne idée

Monsieur le maire Doré avance un projet très intéressant en proposant de réserver la rue Ste-Catherine aux piétons les fins de semaines.

Il n'y a qu'à regarder à quel point les trottoirs y sont bondés, alors que sur la voie, sont stationnées ou circulent les voitures, à la même vitesse que les piétons, ou presque, la plupart avec une seule personne à bord...

Innombrables sont les villes dans le



monde qui se sont donné des rues «différentes», offrant autre chose que le défilé chronique, lent, puant et encombrant d'automobilistes congestionnés et qui n'ont pas encore compris. Dans son récent livre *End of the Road*, Wolfgang Zuckermann, chercheur pour l'Institut EcoPlan International à Paris, relate l'expérience de nombreuses villes en Europe et aux États-Unis, qui ont mis en place de telles zones piétonnières. Ainsi, à Munich, la fréquentation quotidienne avant l'implantation de la zone piétonnière était de 70 000 personnes; elle était de 400 000 après. Partout, cependant, les commerçants ont commencé par opposer une vive résistance, avant de se rallier, et de profiter ensuite d'un tel aménagement.

Ce que Ste-Catherine peut offrir en devenant libre, relaxante et accueillante, aucun centre d'achat, aucune banlieue ne pourra jamais le lui enlever. C'est pour ça que les banlieusards rappliquent en nombre, rue Prince Arthur: la ville et sa riche palette de couleurs, de gens et de produits, ça ne se

retrouve pas dans leurs villes-dortoirs ennuyantes.

Monsieur Doré n'improvise pas ici: la population veut bien un tel projet, puisque l'idée figure au programme électoral qui l'a porté au pouvoir en 1986, puis en 1990. Un sondage, publié dans *Le Devoir* le 16 mai 1988 indiquait que, déjà, «42% des Montréalais-es feraient le centre-ville aux autos!» — même si 54% des interrogés-és possédaient une auto!

Le maire serait aussi bien inspiré d'examiner l'expérience de la rue St-Cyrille à Québec, où les commerçants offrent des rabais pouvant atteindre 30% aux abonnés de la carte d'autobus, et de voir comment on pourrait adapter cette idée pour «lancer» le mail piétonnier de la rue Ste-Catherine. Imaginez: «Ste-Catherine, la rue commerciale verte: prenez votre carte CAM, sautez dans le métro, et venez magasiner-économiser en ville!» Le site est idéal: le métro est tout près, les gens peuvent converger de loin... Les commerçants n'ont qu'à mettre sur pied un service commun de livraison, ou à garder les paquets en consigne, comme ça se fait dans d'autres mails piétonniers, et voilà: un lieu qualitativement unique et différent, à la portée de tous, au cœur de la ville.

Sans doute y a-t-il un certain nombre de précautions à prendre, mais l'idée de monsieur Doré s'inscrit directement dans les grands objectifs écologiques que nous dicte notre époque: moins d'autos, et plus de place aux alternatives à l'auto. Elle mérite que l'impossible soit fait pour qu'elle voit le jour très bientôt.

Claire MORISSETTE
Montréal

Noël, source d'espoir

La population nord-américaine, dans son ensemble, n'échappe pas au climat particulier du temps de Noël. Essentiellement, cette fête rappelle la naissance de Jésus, fondateur du christianisme.

Pour les croyants et croyantes, la venue de Jésus sur terre, son insertion dans l'humanité, constitue l'événement le plus important de toute l'histoire humaine. En Jésus, Dieu lui-même vient habiter notre planète, partager notre sort, se rendre solidaire de l'humanité,

nous révéler «la vérité», nous indiquer «le chemin» vers la vie éternelle.

La croyance en Jésus-Christ, totalement homme et totalement Dieu, ne peut s'imposer d'autorité, ni par la force. C'est librement qu'on y adhère dans un acte de foi. Apparaissent alors le sens et la profondeur du mystère de Noël: Dieu fait homme pour que nous, personnes humaines, puissions avoir accès à la vie divine. C'est un grand don, une grâce, que de pouvoir arriver à discerner le projet de Dieu sur l'humanité, à saisir le sens profond de la vie, le sens de la vraie liberté, le sens ultime de la destinée humaine. Or, ce don comporte des responsabilités.

Conscients des inquiétudes, du désarroi et même du désespoir qui régissent en plusieurs secteurs de notre société, les chrétiens et chrétiennes d'aujourd'hui ne sont-ils pas appelés à aider leurs secour et frères humains à mieux comprendre, mieux vivre et mieux partager les valeurs de l'Évangile de Jésus-Christ. Si nous croyons que Jésus est «lumière du monde», il devient impérieux de nous laisser éclairer et guider par cette «lumière», tant dans nos vies personnelles que dans la vie publique, vie complexe d'une société en crise dont nous sommes en partie responsables. C'est grâce à l'éclairage de cette «lumière» humano-divine, librement accueillie, qu'on peut espérer voir surgir, en solidarité avec tous les gens de bonne volonté, un monde meilleur, une société plus harmonieuse, une civilisation d'amour et de partage.

Compte tenu du mouvement oecuménique, les diverses dénominations chrétiennes ont un défi commun à relever: se ressourcer à l'essentiel de la foi chrétienne qui prend toute sa signification en la personne de Jésus-Christ et dans le message d'amour qu'il a confié à ses disciples. À cette condition, à la condition de redécouvrir, avec des yeux neufs, la vitalité et le dynamisme de l'Église primitive, la fête de Noël redeviendra signe d'espérance, source vive d'espoir.

Irénée BEAUBIEN, s.j.
directeur Sentiers de Foi

Devine qui vient dîner ce soir?

■ Risqués les mariages interraciaux? Susceptibles de se conclure par un haut taux de divorces que ceux contrac-

tes avec une ou un partenaire de sa propre communauté? Oui et pour les raisons invoquées par Mme Mahmoody lors de l'entrevue qu'elle accordait à *La Presse* le mercredi 2 décembre 1992.

On peut être bouleversé devant la mise en garde servie par l'auteure américaine «d'y penser deux fois avant d'épouser un homme de milieu différent du sien», mais nier les faits ne change en rien la réalité.

Ses propos, s'ils s'inspirent de son expérience personnelle et des témoignages de milliers de femmes vivant aux États-Unis, peuvent aussi être étayés de recherches menées dans plusieurs universités américaines.

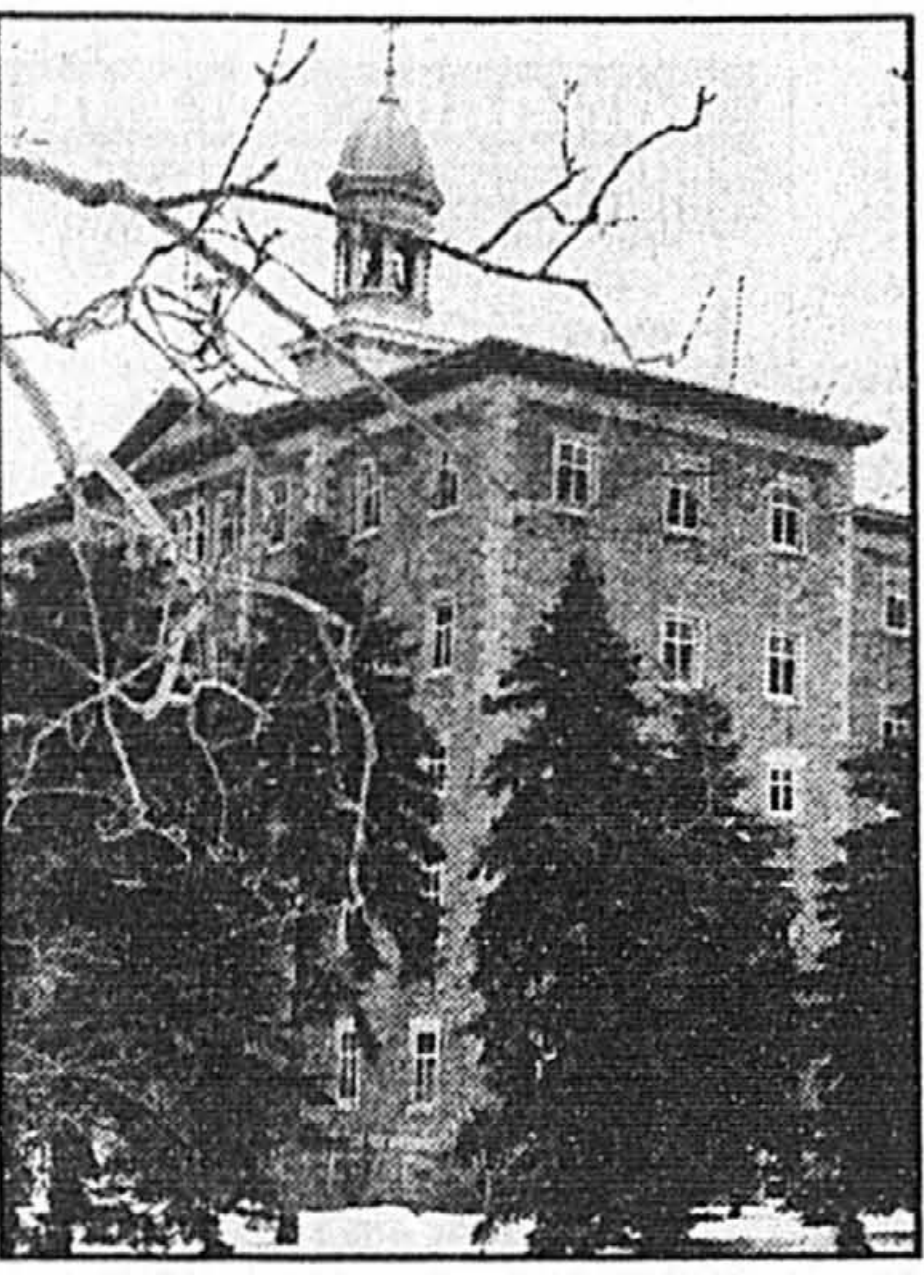
En résumé ce que disent de nombreux auteurs, c'est que malgré leur désir amoureux, les personnes qui s'engagent dans des mariages interethniques seront confrontées aux résistances de leur communauté d'origine, aux barrières linguistiques, culturelles et religieuses (sans compter la xénophobie sociale) qui rendront parfois difficiles la cohabitation, l'éducation des enfants et le développement d'une relation à long terme. D'où un taux de divorces plus élevés que dans le cas des mariages entre partenaires de la même origine ethnique. Comme quoi on ne transgresse pas facilement le tabou de l'homogénéité ethnique ou religieuse.

C'est pourquoi certains chercheurs appartenant à des départements de service social, notamment John A. Brown de l'Université d'État à San Jose, considèrent qu'il est important de tenir compte de la variable ethnique dans les interventions auprès des personnes aux prises avec des problèmes matrimoniaux ou encore auprès des enfants issus de mariages interethniques.

Il n'y a rien de réjouissant dans les résultats de ces études si l'on pense l'avenir en fonction du passé encore récent. Plus encore, le Québec ce n'est pas les États-Unis et Montréal est très différente d'Harlem. C'est vrai. Mais c'est justement pour que les jeunes aient le droit de choisir leur partenaire, de vivre leur relation sans ingérence extérieure et que leurs enfants ne soient pas pris en otages entre deux pôles qu'il convient de tout mettre en oeuvre pour que le Québec ne devienne pas un terreau fertile au racisme et à l'intolérance.

Nicole de SEVE
Longueuil

Opinions



Non à la ligne Amherst-Côté

MICHEL BERGERON

L'auteur est professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Montréal.

Il est assez étonnant que le titulaire actuel du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) refuse de voir les conséquences de ses décisions sur la qualité de vie des citoyens «bénéficiaires» dont il se réclame. L'étalement urbain est une des grandes causes de pollution, source de nombreuses maladies: l'exode vers la banlieue vide le centre-ville et, comme le démontrent amplement certaines grandes villes américaines, s'ensuit le cortège de l'itinérance, de la drogue, de la criminalité et des autres facteurs de violence porteurs de la dégradation morale et physique de tous ces détenteurs de la carte-soleil.

Avec cette vision «tunnellière», dont se réclame monsieur Marc-Yvan Côté — «l'environnement, ça ne concerne pas mon ministère» —, il n'est pas étonnant qu'il affiche aussi un mépris pour l'Université, qui n'est après tout qu'un producteur de biens et de services et aussi de docteurs qui pourtant se font accuser de ne pas avoir une vision «globale» de la maladie.

À la décision d'implanter le plus grand centre hospitalier universitaire (CHU) du monde à Rivière-des-Prairies, décision prise contre l'avis de l'Université, le ministre Côté proclame un nouvel édit: les hôpitaux Saint-Luc et Sacré-Cœur ne sont plus des CHU. Avec SA Loi 120, le ministre Marc-Yvan Côté s'est lui-même donné ce pouvoir de nommer les CHU. Ainsi, l'Université de Montréal et aussi l'université Laval n'auront plus leurs cinq CHU mais seulement trois. Pour les hôpitaux universitaires francophones, il y aura diminution de 40%, mais curieusement pour McGill il y a une augmentation de 50%: on ajoute un CHU à ses deux actuels. Ne criions pas à l'injustice d'Ottawa ni à la perfidie anglaise. Nos concitoyens anglophones n'y sont pour rien. Bien au contraire, les professeurs et chercheurs de McGill sont solidaires de leurs collègues de l'Université de Montréal pour dénoncer la fermeture de l'Hôtel-Dieu et le bris éventuel du réseau des collaborations multiples entre les quatre universités du centre-ville.

La proposition de monsieur Marc-Yvan Côté aura des effets dévastateurs pour l'Université de Montréal et pour la place du français à Montréal. En effet, l'Université de Montréal n'aura plus un seul hôpital universitaire au cœur de la ville: c'est l'éviction, l'éclipse totale des institutions de langue française. Dans le centre-ville élargi, la répartition des lits des CHU adultes était la suivante: 61% dans les hôpitaux de langue française et 39% dans les hôpitaux de McGill. Avec la proposition du ministre, les pourcentages seront inversés: 31% et 69%. Voilà un bilan-lits peu difficile à comprendre...

Comme le montre la carte de l'île de Montréal, les CHU adultes de l'Université de Montréal sont tous à l'est, loin de la Faculté de médecine sise sur le campus à l'ouest. Le nouveau bilan-lits «universitaires» du MSSS indique qu'il n'y a plus un seul CHU adulte de langue française au centre-ville ni au nord-ouest, ni au sud-ouest de l'île. C'est la rue Amherst qui marquera la ligne de démarcation entre la zone francophone et anglophone. Tiens! la rue qui porte le nom du commandant en chef qui reçut la capitulation des troupes françaises en 1759. Après la ligne Maginot, il y aura la ligne Amherst-Côté.

Au cours des dernières décennies, la ville de Montréal a su contrer le développement de deux villes, l'anglaise et la française. Rappelez-vous la bataille de Jean Drapeau pour que l'on n'édifie pas un mur de béton-HLM sur la frontière est-ouest; l'histoire lui a donné raison comme elle le fera pour le maire Doré qui s'oppose à la fermeture de l'Hôtel-Dieu. Même les entreprises privées de langue française ont pénétré le cœur de la «city»: l'Alliance, les Coopérants, SNC, Lavalin, Hydro-Québec, Desjardins... Ce fut bénéfique pour l'harmonie des deux communautés. Où consulteront les gens d'affaires et le personnel de sièges sociaux, francophones comme anglophones, sinon dans les hôpitaux de McGill, seuls présents en ces lieux? Quel message donnera-t-on aux allophones: à Montréal la médecine se fait en anglais. (...)

La montée récente de l'extrême-droite n'est pas un phénomène nouveau en Allemagne

SERGE GOSSELIN

L'auteur est politologue et vient d'un court séjour à Berlin.

Depuis quelques semaines, la montée de l'extrême-droite semble plus gênante avec les émeutes raciales qui ont eu lieu dans plusieurs villes allemandes. Mais la percée de l'extrême-droite n'est pas un phénomène nouveau en République fédérale d'Allemagne.

Sur la scène politique, elle était déjà représentée par quelques élus dans le premier Bundestag (Chambre basse) de 1949. D'inspiration ouvertement nazie, le Parti socialiste du Reich (SRP) dut être interdit par le Tribunal constitutionnel fédéral en octobre 1952. Fondé en 1964, le Parti national démocrate (NPD) avait, entre 1966 et 1968, fait élire 61 députés dans sept parlements régionaux. Ayant manqué de peu en 1969 son entrée au Bundestag avec 4,7% des votes, il déclina rapidement et n'obtint que 0,3% aux élections fédérales de l'Allemagne unie, le 2 décembre 1990.

Fondé en 1971 par l'éditeur d'extrême droite de Munich, Gerhard Frey, l'Union du peuple allemand (DVU), longtemps presque confidentielle, se manifeste surtout en Bavière et à Brême. Aux élections régionales de Brême en 1987, la DVU gagna un mandat à Bremerhaven mais 6 mandats et 6,1% des voix aux élections suivantes, en 1991, dans ce même Land (province). La DVU affirme publiquement sa xénophobie et son racisme.

Créé en 1983 à Munich, à l'initiative d'anciens députés de la CSU (parti conservateur), irrités par la coopération entre Franz Josef Strauss et les dirigeants de Berlin-Est, le Parti Les Républicains (familièrement Les Reps) obtient 3% des voix aux élections bavaroises de 1986. Présidé par un ex-journaliste, Franz Schönhuber, engagé volontaire dans les Waffen-SS à dix-sept ans, ils font une entrée fracassante sur la scène politique en 1989 avec 7,5% des voix et 11 sièges à la Chambre des députés de Berlin-Ouest et 7,1% des voix et 7 sièges aux élections européennes de la même année. Bousculés par la rapidité du processus de l'unité allemande qu'ils n'avaient cessé de demander, sans s'y attendre, ils obtiennent 987 269 voix aux élections fédérales du 2 décembre 1990 dans l'Allemagne unie. Si on y ajoute le 0,8% de voix du NPD, l'extrême-droite obtient alors plus de 1,1 million de voix dans l'ensemble de l'Allemagne.

Aux élections régionales de 1992 dans le Schleswig-Holstein et le Bade-Wurtemberg (provinces de l'ex-RFA),



Les autorités politiques et les partis traditionnels sont invités à s'interroger sérieusement sur les causes de cette violence et à trouver des solutions pour endiguer la crise.

Les Reps ont mené une violente campagne contre les partis traditionnels (CDU, CSU et SPD), accusés de ne pas protéger le peuple allemand, de tromper les électeurs, de faire preuve d'hypocrisie et de vouloir abêtir la population. Ils leur reprochent tout particulièrement de se montrer trop tolérants et généreux à l'égard des étrangers et des réfugiés, rendus coupables de tous les maux dont souffre la société allemande, y compris la drogue et la criminalité. Ils s'en prennent aussi à la «Diplomatie du chequier» qui obligerait les Allemands à faire des sacrifices importants pour faire plaisir aux pays étrangers. Ils refusent ainsi de ramper devant les étrangers à cause de l'héritage du passé.

Au Schleswig-Holstein, la DVU a défendu des positions encore plus extrémistes. Selon ses partisans, elle dit «non» aux faux réfugiés, au droit de vote pour les étrangers, au gaspillage des deniers de l'État, à la criminalité, etc. La DVU dit «oui» à la limitation du nombre des étrangers, à la lutte contre la mafia de la drogue. Les partis traditionnels ont été accusés de vou-

loir faire de ce Land «un paradis pour les étrangers». Le journal de la DVU, en campagne électorale, proclamait même ce qui suit: «L'Anatolie aux Turcs, le Schleswig-Holstein aux Allemands». Les criminels étrangers et les faux réfugiés sont les cibles privilégiées de la DVU qui exploite les inquiétudes de la population à des fins xénophobes. Les badges de la DVU portaient les inscriptions suivantes: «Je suis fier d'être Allemand» ou «L'Allemagne doit rester allemande».

Toute cette toile de fond favorise l'évidence le développement d'émeutes raciales comme celles de Rostock, Cottbus et Moelln. On comprendra peut-être mieux l'effervescence sociale en Allemagne devant ce portrait politique de l'extrême droite. Face à la lenteur des autorités politiques à régler l'épineux dossier du droit d'asile et à revoir les conditions d'immigration, des cellules néo-nazies exploitent la ferveur nationale. Une telle violence cependant montre que les mécanismes de régulation sociale sont rudement mis à l'épreuve. Pour un pays qui a depuis 45 ans préconisé la continuité

dans la stabilité, les événements des dernières semaines constituent des zones de chocs importantes qui pourraient avoir des conséquences néfastes sur les structures sociales de la nouvelle Allemagne.

Pres de deux ans après l'unification, les autorités politiques et les partis traditionnels sont invités à s'interroger sérieusement sur les causes de cette violence et à trouver des solutions pour endiguer cette crise. Le consensus social ne peut être brisé par des Fans qui veulent à tout prix faire du racisme et de la xénophobie des valeurs dominantes dans une société qui a déjà subi les affres de douze années de dictature nazie.

Somme toute, les mouvements d'extrême droite doivent être interdits car ils représentent un danger réel pour les bases démocratiques de l'État allemand. D'un autre côté, les secousses enregistrées dans le pays n'ont aucune chance de triompher à long terme. La République fédérale d'Allemagne n'est pas la République de Weimar (1919-1933), encore moins l'État barbare d'Adolf Hitler (1933-1945).

Un rayon de soleil en provenance de St-Armand...

AUGUSTIN ROY

L'auteur est président et secrétaire général de la Corporation professionnelle des médecins du Québec

Alors que je pestais contre les journalistes bornés, biaisés, ignorants, qui se prennent pour d'autres, et que je m'appretais à les crucifier dans un pamphlet vitriolique, est apparu un rayon de soleil en provenance de Saint-Armand. Je n'en croyais pas mes yeux. Enfin, un journaliste responsable, brave, honnête, connaissant la vie et la loi, avait compris.

Merci Foglia. J'ai beaucoup voyagé moi aussi. J'ai bûché et j'ai vu neiger. En plus, je ne suis pas de nature timorée. Ceux qui pensent m'effrayer ne sont pas encore nés. Au plaisir de se rencontrer un jour Foglia. L'envie te libère. Moi, je suis «poigné» dans le système.

Sérieusement, il est temps que les médias fassent leur examen de conscience. Les armes sont sévèrement contrôlées, alors que les médias ne le sont pas. Pourtant, la plume et la parole peuvent être des armes plus dangereuses que l'épée et le fusil. Les journalistes ne peuvent dire et écrire n'importe quoi impunément, sous prétexte que la sensation génère des piastres. Les libertés de presse et d'opinion sont tellement importantes qu'il ne faut pas en abuser. À quand l'autodiscipline des journalistes à l'intérieur d'une corporation professionnelle qui réglementerait leur compétence et leur éthique?

Il aurait été intéressant de voir Mme Agnès Gruda se défendre d'une accusation d'inconduite professionnelle pour avoir porté un jugement démesuré, injuste et vicieux envers moi. Sur tout que je lui avais exposé au téléphone l'aspect juridique du dossier et les limites d'action immédiate de la Corporation dans le cas difficile d'un psychiatre québécois condamné par le Collège des médecins de l'Ontario, mais dont la sentence est en appel. J'aurais peut-être dû ne rien dire! Vous imaginez les réactions. J'ai préféré être transparent et direct comme d'habitude. Ce n'était manifestement pas suffisant pour certaines bonnes âmes qui revendiquent tous les droits pour elles, mais oublient ceux des autres. J'ai donné, dans *La Presse* du 16 novembre, tous les détails qu'il m'était permis de rendre publics dans cette affaire. Le procès expéditif que les médias ont fait subir à ce médecin sur la place publique sans qu'il puisse avoir l'opportuni-



Augustin Roy

té de se défendre était indécent et illégal. Depuis quand condamne-t-on quelqu'un avant qu'il ait subi son procès, voire même avant qu'une accusation ait été portée contre lui? Serions-nous revenus au temps glorieux de l'Inquisition ou du McCarthyisme et à l'époque des jugements et des exécutions sommaires?

Je ne demande pas à Mme Gruda de partager mes opinions, mais j'exige qu'elle soit de bonne foi et qu'elle ne tronque pas les faits.

Quant à ses commentaires sur la chiropratique, ils relèvent de l'ignorance ou du parti pris éhonté. Si elle avait pris la peine de s'informer, elle aurait appris que la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science avait donné son approbation à l'implanta-

tion d'un programme de doctorat en chiropratique à l'Université du Québec à Trois-Rivières, malgré l'avis défavorable du Conseil des universités, ce qui est exceptionnel.

Elle aurait su que ce dossier a été traité en vase clos et manipulé par un groupe de petits amis du réseau des universités. Pourquoi l'Université du Québec refuse-t-elle de rendre le dossier public? Où est la soi-disant transparence? Qu'a-t-elle à cacher? Après tout, ce programme sera financé par les deniers publics.

Elle aurait également su qu'aucune université nord-américaine n'offre un tel programme. Comment, en fait, une université qui doit être une institution de haut savoir, un lieu de rencontre de la science et de la recherche, peut-elle cautionner une discipline ne reposant sur aucune base scientifique, de l'avis même de tous les experts scientifiques (non-médecins).

La chiropratique repose sur 4 postulats:

1—Les déplacements ou subluxations des vertèbres causent un dérèglement de la distribution des influx nerveux;

2—Le dérèglement de la distribution des influx nerveux amène un défaut de santé, sinon la maladie;

3—La technique chiropratique décèle, localise et réduit les subluxations de façon permanente;

4—Ce traitement chiropratique rétablit la distribution normale de l'influx nerveux et l'état de santé.

Aucun de ces postulats, ni aucun des rapports qui les relient entre eux, n'est soutenu par des preuves scientifiques. De plus, l'évidence scientifique, tant expérimentale que clinique, s'oppose à cette théorie dans ses principes comme dans son application. Je ne connais aucun homme de science reconnu qui ait jamais endossé une théorie si simpliste. C'est l'interprétation de cette théorie fantaisiste et erronée qui, entre autres, justifie par exemple le traitement de l'asthme, des otites et des grippes chez les enfants par des traitements chiropratiques.

Il est important par ailleurs de faire la distinction entre la pseudo-science farfelue sur laquelle est basée la chiropratique et la manipulation qui est le traitement de prédilection des chiropraticiens. La manipulation, qui est aussi utilisée par des médecins, des médecins ostéopathes, des physiothérapeutes et d'autres groupes de personnes, peut être un excellent traitement dans certaines pathologies bien diagnostiquées, ce que ne peuvent faire

les chiropraticiens. Pour leur permettre d'établir un diagnostic complet, il faudrait leur faire suivre un cours de médecine. Vous voyez où cela mène.

Si les chiropraticiens avaient le courage et l'honnêteté intellectuelle de rejeter leur théorie, qu'ils savent fautive, comme l'ont fait les ostéopathes américains, la controverse cesserait puisque, je le répète, la manipulation pratiquée par les chiropraticiens l'est également par des médecins. Je ne suis cependant pas sans savoir comment il peut être difficile de renier sa religion.

Le débat sur le caractère scientifique de la chiropratique au Québec ne s'est pas terminé en 1973 par la reconnaissance de la chiropratique comme profession. M. Claude Castonguay, ministre de la Santé et responsable des professions à l'époque, dont la rigueur scientifique est bien connue, avait alors clairement dit qu'il devait reconnaître la chiropratique parce qu'elle existait depuis un grand nombre d'années, qu'elle incluait environ 400 membres et qu'elle jouissait d'un poids politique important. Il fallait la reconnaître pour protéger la clientèle des chiropraticiens et non parce que la théorie était scientifiquement valable. C'est en utilisant cette méthode que les chiropraticiens ont réussi à se faire accepter officiellement dans plusieurs pays. Le fait d'être reconnu comme une profession ne rend pas la chiropratique scientifique, pas plus que la reconnaissance légale de la prostitution dans certains pays ne la rend vertueuse.

Même si la doctrine chiropratique est fautive, le traitement chiropratique, la manipulation, peut être valable et très utile. Je ne me suis jamais opposé à l'enseignement de cette technique. Je maintiens cependant que l'université n'est pas le lieu d'apprentissage d'une technique. Le cégep aurait pu être considéré. Mais comme il s'agit d'une institution publique, c'est été incorrect d'y enseigner une discipline dont la base scientifique est fautive. Il n'y avait qu'une solution que la ministre n'a pas voulu considérer par manque de courage et d'esprit innovateur: permettre exceptionnellement la création d'une école privée de chiropratique, comme en Ontario et aux États-Unis. Au contraire, elle a fait fi de la recommandation défavorable de son Conseil des universités et a pris une décision teintée d'opportunisme politique, basée sur ses préjugés et ceux de son collègue à la Santé qui l'a appuyée. Une décision que les universitaires sérieux devraient dénoncer. A moins qu'ils ne se fassent les complices de la politiciaille et des échanges de bons procédés.

Première mission humanitaire canadienne en Somalie

Les militaires se préparent à un réveillon de Noël... aux rations de campagne

GILLES PAQUIN

Une semaine après être arrivés en Somalie, les Casques bleus du Régiment aéroporté du Canada ont effectué hier, sans encombre, leur première mission humanitaire à l'intérieur du pays.

« Nous sommes allés assurer la sécurité des volontaires qui se rendaient distribuer des vêtements aux enfants de Wanlaweyn, un village où se sont réfugiés près de 40 000 personnes », a déclaré le capitaine Jacques Poitras au cours d'une interview téléphonique depuis Bali Dogle, en Somalie.

Situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Mogadiscio, Wanlaweyn a déjà reçu de l'aide alimentaire et commence à se relever de la guerre et de la famine. Les adultes refont leurs forces assez rapidement, mais de nombreux enfants sont encore dans une situation critique, dit le militaire.

« C'est pour cette raison que les organismes humanitaires dans la région mettent l'accent sur les enfants et leur donnent des vêtements en plus des vivres », souligne le capitaine Poitras.

Selon lui, le village semble calme. Les 16 soldats canadiens et les quatre Américains qui participaient à l'opération se contentaient de maintenir l'ordre parmi la foule. Ils ont aperçu deux hommes armés sur la place, mais ces derniers se sont défilés avant d'être interpellés.

« Les troupes n'ont d'ailleurs pas reçu l'ordre de saisir les armes des Somaliens, comme le réclame l'ONU; elles doivent



Le lieutenant-colonel Bob Girard, un aumônier catholique de Winnipeg (à droite), s'entretient avec Marc Wyss, un membre de la mission humanitaire allemande. L'abbé Girard et un collègue protestant sont arrivés en Somalie il y a quelques jours.

simplement relever l'identité des individus et noter la description des groupes qui circulent », dit M. Poitras.

Petit à petit, la vie reprend son cours dans le village, dit-il: un marché est ouvert depuis quelques jours, des fruits et des légumes commencent à arriver et des éle-

veurs retournent à la campagne avec leurs chameaux.

Le premier contingent de 160 soldats canadiens est arrivé en Somalie le 13 décembre et il a immédiatement été affecté à la protection de l'aéroport de Bali Dogle à huit km de Wanlaweyn. C'est par là qu'on

achemine tout le matériel militaire requis par les troupes canadiennes et américaines au service de l'ONU, étant donné que l'aéroport de Mogadiscio est réservé au transport de l'aide alimentaire.

Ouvert seulement le jour, Bali Dogle reçoit quotidiennement de 15 à 20 avions Hercules, en plus des hélicoptères de patrouille qui viennent faire le plein en route vers la zone plus troublée aux environs de Baidoa.

Le contingent principal de près de 700 soldats partira du Canada le 27 décembre. Il est attendu en Somalie la semaine suivante. Ce régiment aéroporté est composé d'une compagnie du Royal 22^e Régiment, d'un escadron de génie, d'un escadron de blindés, d'un escadron de mortier et d'un détachement d'observateurs.

D'autres soldats canadiens surveillent le transbordement des vivres qui transitent par l'aéroport de Baidoa pendant que deux aumôniers, arrivés en Somalie cette semaine, font la tournée des camps militaires.

Le lieutenant-colonel Bob Girard, un prêtre catholique de Winnipeg et son collègue George Davidson, un ministre protestant de la même ville, se disent impressionnés par « l'esprit de corps et la camaraderie » qui règnent parmi les militaires.

Combien de temps encore durera cette mission militaire?

« Personne ne le sait exactement, ici, mais on se prépare à passer Noël en Somalie », répond le capitaine Poitras.

Le menu du réveillon se composera des rations militaires de campagne habituelles et de comprimés de vitamines pour remplacer les légumes...

Marcel Beaudry a des projets pour la capitale nationale

Presse Canadienne
OTTAWA

Après seulement trois mois à la présidence de la Commission de la capitale nationale (CCN), Marcel Beaudry a déjà des projets d'envergure pour stimuler l'unité canadienne et la fierté des Canadiens envers leur pays. Ce sont d'ailleurs les deux principales orientations qu'il veut donner à son mandat de sept ans à la CCN.

La mise sur pied d'une Maison du Canada aux abords du Parlement ainsi que d'une Maison internationale sont déjà inscrites à son agenda.

Son rêve est de voir un jour les citoyens canadiens aussi émus que leurs voisins américains, lorsqu'ils se lèvent fierement, la main sur le cœur et les larmes aux yeux, pour entonner leur hymne national.

« Je veux rendre les Canadiens plus fiers de leur pays. La CCN a dans son mandat le rôle d'expliquer le Canada aux Canadiens. J'ai un énorme travail à faire », ajoute l'ancien maire de Hull, qui insiste sur la qualité de vie des Canadiens qui n'a pas d'égale selon lui.

« Même si économiquement le Japon se porte mieux, on ne peut pas dire que les Japonais sont mieux que nous. Ils vivent dans des boîtes et sont entassés dans le métro. Ce n'est pas parfait ici, mais peut-on être mieux que premier? » lance M. Beaudry.

A travers le Canada

En 1993, l'ancien maire de Hull entend parcourir le pays pour vendre le projet d'une Maison du Canada dans la région de la capitale nationale, dans laquelle chaque province aurait une « vitrine » où elle présenterait ce qu'elle a de mieux à offrir, dit-il. Parallèlement, des Maisons du Canada satellites verraient le jour dans chacune des provinces formant ainsi « un lien concret d'unité à travers le pays ».

M. Beaudry a déjà entrepris des consultations et le concept, dit-il, « est très bien reçu ».

Cet ex-homme d'affaires ne veut pas s'arrêter là. Il veut rappeler au monde entier qu'Ottawa est la capitale du Canada en restaurant une Maison internationale, « un endroit privilégié » où les pays les plus importants pourraient exposer leurs activités, célébrer leur fête nationale, accueillir des artistes.

« J'ai déjà consulté une vingtaine d'ambassadeurs et le ministère des Affaires extérieures n'a pas fait d'objection », souligne M. Beaudry.

Ce projet n'entraînerait pas de gros déboursés puisque les locaux seraient loués aux pays.

Après trois mois aux commandes de la CCN, l'ancien maire de Hull commence à se familiariser avec ses nouvelles fonctions et à comprendre les rouages complexes de son organisme. Pour se sentir plus à l'aise il a apporté avec lui une partie de son ameublement, fauteuils, chaises, table et, en homme de foi, il a accroché un crucifix au mur, probablement le seul à être suspendu dans un édifice fédéral.

D'ailleurs, un homme pragmatique qui aime que les choses soient claires et simples, il veut donner une nouvelle orientation à la CCN.

« Je veux simplifier le système tout en étant plus agressif », dit-il.

Il trouve aberrant, par exemple, qu'une simple lettre doive être revue sept fois avant d'être envoyée: « Il me semble qu'on peut aller plus vite. »

Homme de tradition qui place le respect, la confiance, la valorisation et le travail bien fait au-dessus de tout, M. Beaudry veut transmettre ces mêmes qualités à ses 1 350 employés.

« Je veux que les employés soient responsables. On va avoir plus de qualité dans les services », dit-il.

M. Beaudry veut remédier au problème d'insécurité à la CCN, en transformant le plus d'emplois partiels en emplois à temps plein.

Le Reform est 3e... comme le PC

Presse Canadienne
TORONTO

Un nouveau sondage auprès des électeurs canadiens montre une égalité en troisième place entre le Parti conservateur et le Reform Party, a fait savoir hier la chaîne de télévision CTV.

Le Parti libéral était en tête avec 40 p. cent des voix des électeurs ayant fait leur choix, montre par ailleurs le sondage réalisé par la maison torontoise Environics Research, qui a interviewé plus de 2 000 Ca-

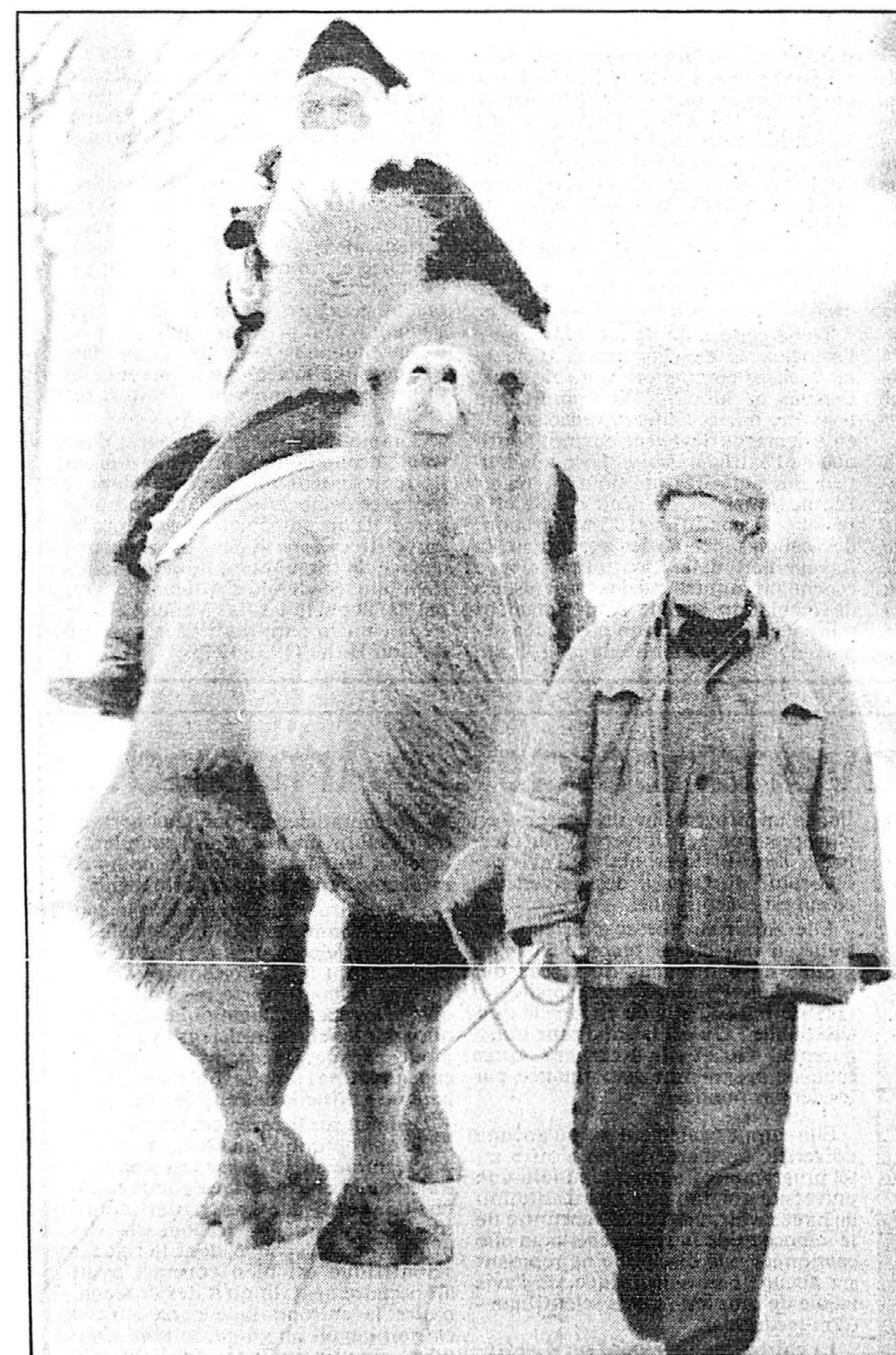
nadiens entre le 13 novembre et le 5 décembre.

Les néo-démocrates venaient au deuxième rang avec 18 p. cent des voix, suivis des conservateurs et du Reform Party, qui obtenaient chacun 15 p. cent des voix.

Le Reform Party l'emportait en Alberta, obtenant 37 p. cent des voix.

Pour sa part, le Bloc québécois obtenait 12 p. cent à l'échelle nationale et 45 p. cent dans les régions rurales au Québec.

Selon Environics, 23 p. cent des personnes interrogées n'avaient pas de préférence ou ont refusé de répondre.



Les moyens nécessaires...

Le Père Noël prend toujours les moyens nécessaires pour s'acquitter de sa mission. Par exemple, hier à Beijing, où il devait livrer des cadeaux de Noël aux enfants canadiens de la capitale chinoise, on l'a photographié à dos de chameau (il paraît aussi que son traîneau étant en révision, le vrai Père Noël s'était fait remplacer par l'ambassadeur du Canada, M. Fred Bild). Quant à l'homme qui mène le chameau, on ne l'a pas identifié — on ne précise pas, en tout cas, s'il s'agit d'un elfe chinois.

PHOTO REUTER

C'est par milliers que les politiciens envoient des cartes de Noël

Presse Canadienne
OTTAWA

À chaque mois de décembre, des milliers de cartes de Noël s'envolent de la Colline parlementaire vers des bureaux et des résidences privées.

Généralement décorées de photographies des familles des politiciens, ces cartes de vœux vont remplir les sacs postaux en partance d'Ottawa, les rendant presque aussi garnis que la poche de cadeaux du Père Noël.

Le chef libéral Jean Chrétien, par exemple, a expédié plus de 50 000 cartes cette année, ou on le voit accompagné de son épouse, près de leur domicile de Shawinigan.

« Nous envoyons des cartes de souhaits à tous ceux qui sont dans

notre fichier », explique la porte-parole de M. Chrétien, Mme Leslie Swartman.

« Les médias, les maires et les bureaux municipaux, les associations, les groupes communautaires, les députés, les contributeurs à la caisse du Parti libéral, les hommes d'affaires. À peu près tout le monde », résume-t-elle.

Les frais d'envoi et d'impression sont réglés par le Parti libéral du Canada.

Le premier ministre Brian Mulroney a pour sa part commandé 50 000 cartes à en-tête dorée, dans laquelle est insérée une photo familiale.

Comme la plupart des cartes « politiquement correctes » envoyées par Ottawa, elle est faite de papier recyclé. On y retrouve, bien sûr, des vœux de Noël dans les deux langues.

Le bureau de M. Mulroney préfère ne pas dévoiler le coût de l'envoi de cartes, mais précise que ce ne sont pas les contribuables qui paient.

Brian Mulroney expédie ses cartes à des hauts fonctionnaires comme à des journalistes. Mais Claire Hoy, auteur d'un ouvrage peu élogieux sur M. Mulroney, ne fait pas partie des listes d'envoi.

Sur sa carte de Noël, le chef du Nouveau Parti démocratique, Audrey McLaughlin, est debout devant son bureau de Whitehorse. Elle a, pour sa part, expédié plus de 2 500 cartes à travers le Canada, dont les frais sont assumés par le NPD.

Pour sa part, le gouverneur général Ray Hnatyshyn a envoyé près de 6 500 cartes de vœux. Coût unitaire: 2,45 \$ plus les frais de poste, le tout entièrement payé

par le bureau du gouverneur général. M. Hnatyshyn pose devant les vitres teintées de Rideau Hall et aussi devant la citadelle de Québec, en compagnie de son épouse Gerda.

Les membres du cabinet envoient eux aussi des cartes de vœux:

● la ministre de la Justice Kim Campbell, qui avait suscité une controverse avec la publication dans le *Ottawa Citizen* d'une photo montrant ses épaules nues, a choisi d'illustrer sa carte de façon plus conventionnelle. Elle y figure debout, devant un portrait de l'artiste canadien Gordon Smith;

● le ministre des Pêches et Océans, John Crosbie, a expédié une carte pleine de couleurs: lui et sa femme Jane y sont photographiés avec leurs huit petites-filles, toutes habillées de robes à motifs floraux;

● Joe Clark, ministre des Affaires constitutionnelles, figure sur sa carte de vœux avec sa femme Maureen McTeer et leur fille Catherine, sur les bords de la rivière des Outaouais.

Les tarifs de l'imprimerie du parlement sont de 110 \$ pour 2 000 cartes.

« Nous ne prenons pas de contrats de moins de 2 000 cartes », explique Terry Collins, porte-parole du président de la Chambre, John Fraser.

Comme beaucoup de personnes à Ottawa, M. Collins observe avoir reçu moins de cartes que l'an dernier.

« Peut-être que les politiciens se concentrent plus sur ce qui se passe dans leurs comtés que sur les affaires du parlement... » lance-t-il.

Serait-ce un signe annonciateur d'une élection fédérale? +

SONDAGE GALLUP

La récession affecte le magasinage de Noël

Les détaillants canadiens ne peuvent escompter des dépenses folles de la part des consommateurs à l'occasion de Noël, indique un sondage Gallup.

Les enquêteurs ont posé aux Canadiens la question suivante: « Prévoyez-vous dépenser plus, à peu près autant ou moins d'argent cette année pour des cadeaux de Noël que vous ne l'avez fait l'an dernier? » Seulement 16 p. cent des répondants ont l'intention de dépenser plus d'argent. Quarante-quatre p. cent des Canadiens escomptent dépenser autant d'argent, tandis que 40 p. cent se proposent de dépenser moins d'argent.

Les dures réalités économiques touchent les Canadiens dans l'ensemble du pays. Seulement 17 p. cent des résidents des provinces des Prairies et de la Colombie-Britannique ont l'intention de dépenser davantage cette année pour les cadeaux de Noël que l'année dernière, tandis que 16 p. cent des résidents des provinces de l'Atlantique et des Ontariens et 14 p. cent des Québécois se comporteront de la même façon.

Les Canadiens plus jeunes sont plus susceptibles d'augmenter leurs dépenses pour les cadeaux de Noël cette année. Tandis que 24 p. cent des Canadiens âgés de 30 à 39 ans songent à dépenser plus d'argent pour Noël, cette proportion tombe à 15 p. cent pour les personnes âgées de 30 à 39 ans et à 12 p. cent pour les répondants âgés entre 40 et 49 ans. Dix p. cent des répondants entre 50 et 64 ans et 14 p. cent de ceux de 65 ans et plus ont l'intention de dépenser plus d'argent cette année pour leurs achats de Noël qu'ils ne l'ont fait l'année dernière.

Selon les derniers chiffres fournis par Statistique Canada, les ventes au détail en septembre sont de 4,9 p. cent plus élevées qu'il y a un an. Les supermarchés et les épiceries arrivent en tête dans le classement de septembre avec des ventes totales de 3 703 millions, en augmentation de 6,5 p. cent par rapport à la même période l'année dernière. Une ventilation par régions géographiques fait apparaître la plus grande variation en pourcentage dans les ventes de détail au Nouveau-Brunswick, l'accroissement étant de 13,6 p. cent par rapport à l'année dernière. Viennent ensuite l'Île-du-Prince-Édouard avec une augmentation de 13,1 p. cent; les Territoires du Nord-Ouest, 11,2 p. cent de plus; la Colombie-Britannique, 8,6 p. cent de plus; l'Alberta, 5,4 p. cent; l'Ontario, 5,1 p. cent; la Nouvelle-Écosse, 4,6 p. cent; le Yukon, 4,4 p. cent; le Québec, 3,0 p. cent seulement; Terre-Neuve, 2,7 p. cent et le Manitoba, 0,9 p. cent de plus. En Saskatchewan, les ventes au détail ont baissé en septembre de 1,2 p. cent.

Cette année, il semble que les gens n'attendent pas la dernière minute pour faire leurs emplettes de Noël: entre le 9 et le 14 décembre, 68 p. cent des Canadiens avaient déjà commencé leur magasinage de Noël. Cependant, certains Canadiens sont mieux organisés que d'autres: tandis que 76 p. cent des résidents des provinces de l'Atlantique avaient déjà commencé leur magasinage de Noël, cette proportion tombait à 70 p. cent dans les provinces des Prairies et à 68 p. cent en Colombie-Britannique et en Ontario. Soixante-deux p. cent des Québécois avaient commencé leur magasinage du temps des Fêtes, tandis que 32 p. cent attendaient la dernière minute.

Il est intéressant de noter que si 75 p. cent des femmes avaient déjà commencé leur magasinage pour Noël, seulement 59 p. cent des hommes en avaient fait de même.

Les résultats du sondage sont fondés sur des entrevues téléphoniques faites auprès de 1 021 personnes entre le 9 et le 14 décembre. Un échantillon national de cette taille est exact avec une marge d'erreur de 3,1 p. cent, 19 fois sur 20. Les marges d'erreur sont plus élevées pour les régions car les échantillons sont plus restreints. Au Québec, 257 entrevues seulement ont été effectuées et la marge d'erreur est de 6,2 p. cent, 19 fois sur 20.

Contraint de satisfaire tous ses partisans, Clinton forme son cabinet dans la douleur

Agence France-Presse
LITTLE ROCK

■ Occupé depuis une dizaine de jours à former son gouvernement, Bill Clinton est en train de se rendre compte combien il est difficile de satisfaire tous les groupes d'intérêt qui ont contribué à son élection le 3 novembre à la Maison-Blanche.

Clinton, qui a poursuivi ses consultations à Little Rock, son fief de l'Arkansas, doit procéder aujourd'hui à l'annonce de nouvelles nominations, le processus devant être achevé jeudi.

Sur les 14 postes que comprend le cabinet restreint, huit restent à pourvoir, dont le secrétariat d'Etat et le Pentagone.

On s'attend à la nomination d'un autre Noir, qui serait le troisième (ce qui établirait un record), et, pour la première fois depuis 13 ans, d'une femme noire.

Clinton ne pourra pas faire moins s'il veut tenir ses promesses et calmer le mécontentement de certains de ses partisans.

Il a répété à satiété qu'il voulait un gouvernement « qui reflète l'Amérique » et sa diversité, qui ne soit pas comme les cabinets républicains, composés de Blancs, avec une femme et un Noir pour ne pas prêter flanc aux accusations de discrimination.

Derrière cette profession de foi se cache en fait l'obligation pour Clinton de bâtir une équipe à l'image du Parti démocrate, dont chacune des chapelles réclame maintenant à cor et à cri ce qu'elle estime être son dû.

« Il paie ses dettes politiques », a déclaré le rédacteur en chef de l'*Arkansas Democrat Gazette*, le journal de Little Rock, Rex Nelson, qui a suivi la carrière politique de Clinton. « Ces groupes ont été bons avec lui le 3 novembre. Le moment est venu pour lui d'être à son tour bon avec eux ».

Sur les six postes ministériels déjà attribués, Clinton, outre deux Blancs (Lloyd Bentsen au Trésor et Robert Reich au Travail), a nommé deux Noirs (Ron Brown au Commerce et Jesse Brown aux Anciens combattants), un Hispanique (Henry Cisneros au Logement et Développement urbain) et une femme, blanche, (Donna Shalala à la Santé).

Il n'a toutefois pas fait que des heureux. Les plus mécontents sont les mouvements féminins, qui considèrent que les femmes n'ont pas encore la part qui leur revient. Clinton a nommé trois autres femmes à des fonctions importantes, mais il ne s'agit pas de postes ministériels.

Les plus critiques sont les associations de femmes noires, qui s'estiment, pour l'instant, carrément lésées. « Les femmes noires ont donné (à Clinton) 86 p. cent de leurs voix, deux fois plus que n'importe quel autre groupe ethnique. Nous ne voulons pas avoir fait l'essentiel du travail pour être ensuite ignorées à l'heu-

re de la distribution des récompenses », a affirmé à *USA Today* Ramona Edelin, du Congrès national des militantes noires.

Selon les indiscretions de son entourage, une Noire pourrait être nommée Attorney General (secrétaire à la Justice), ce qui serait une première dans l'histoire des États-Unis, ainsi qu'à l'Énergie. La dernière nomination d'une Noire au cabinet (à la Santé) remonte à 1979, du temps de Jimmy Carter.

Clinton a promis « plus de femmes et plus de Noirs à des postes nouveaux que cela ne s'est jamais produit dans l'histoire. Mais si femme signifie Blanche et Noir signifie mâle, les femmes de couleur vont passer au travers. Et c'est intolérable », lançait une éditorialiste de *USA Today*. Clinton, niant que les délais dans la formation de son équipe soient dus à des problèmes, a répété jeudi que « la diversité » est « très importante à (ses) yeux » et qu'il y travaillait « très dur ».

JOAN & DAVID

VENTE

Automne/Hiver 92

sur marchandise sélectionnée

OGILVY

1307, RUE SAINTÉ-CATHERINE OUEST, MONTRÉAL

NOTRE CADEAU!

Gagnez un des 100 prix en certificats-cadeaux du 3 au 24 décembre:

20 gagnants de 100\$
25 gagnants de 20\$
55 gagnants de 5\$

Procurez-vous un coupon de participation dans toutes les boutiques participantes du 2020-UNIVERSITY et déposez-le dans la boîte au niveau du métro près du McDonald's (aucun achat n'est requis).

Un service d'emballage cadeaux gratuit sera disponible avec toute preuve d'achat du 2020-UNIVERSITY du 3 au 24 décembre.



2020, rue University (angle De Maisonneuve o.)

Les règlements du concours sont disponibles sur demande.

POUR L'AVENIR DES ENFANTS

unicef
Fonds des Nations Unies pour l'enfance



RAYMOND WEIL
GENÈVE
LE TEMPS CRÉATEUR

Collection complète de précieux bijoux.

BIJOUTERIE Everest INC.
Cherbaka
Maison établie depuis 1950
8910, boul. Lajeunesse Tel.: 388-5358

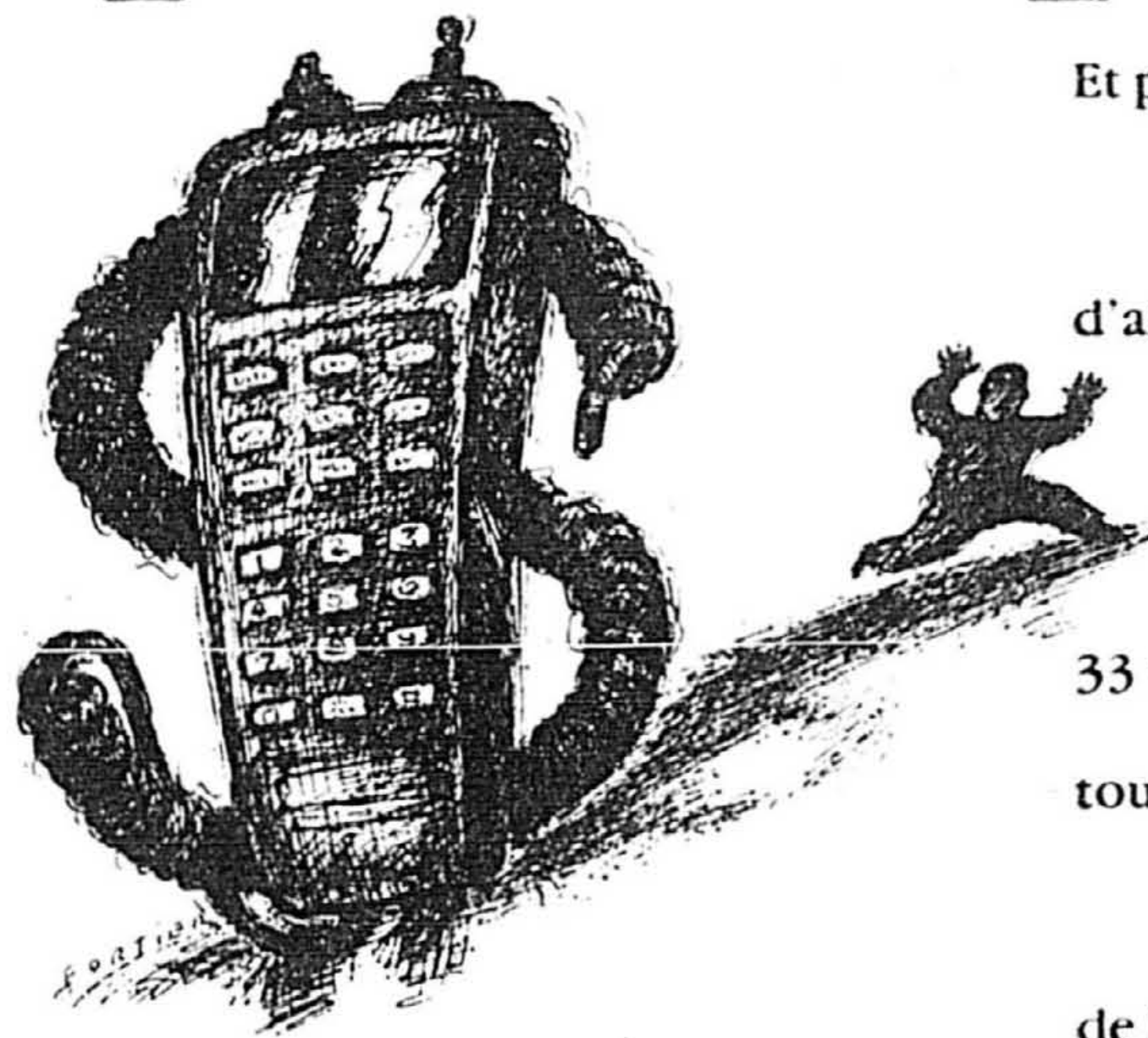
Distributeur des montres
ROLEX, CARTIER, GUCCI, EVEREST INC., BRIETLING, etc.

HABITS SUR MESURE



Pour ceux qui apprécient les beaux tissus et la coupe raffinée.
975 \$ et plus
WAIN SHELL
GIABELLO RUS
ERMENEGILDO ZEGNA
HOLLAND & SHERRY
CELANO (ITALY)
DORMEUIL
GIANTONIO
LE MAÎTRE TAILLEUR ITALIEN
7396, St-Hubert
271-5771
VISA - MASTERCARD - AMERICAN EXPRESS

Un téléphone cellulaire... pas de quoi avoir peur!



Et pourtant vous hésitez!

Le téléphone cellulaire, vous le savez, n'est plus réservé qu'aux gens

d'affaires. Et vous l'admettez, il est pratique et rassurant.

Alors?! Les oui-dire de factures élevées ne cessent de retarder votre décision.

Cantel vous comprend! C'est pourquoi nous vous proposons d'économiser

33 % sur nos prix courants, soit 200 \$, en profitant du programme « Une fois pour toutes » de Cantel.

Quelques détails? Bien sûr! À l'achat d'un téléphone cellulaire, d'ici la fin de l'année, ne payez qu'en une seule fois votre abonnement au réseau pour douze mois, au montant de 399 \$.

Pour cette somme, vos frais de mise en service et redevances mensuelles sont acquittés pour les 12 prochains mois.

De plus, vous avez droit à 30 minutes d'utilisation gratuites par mois en plus de 30 minutes supplémentaires d'appels entrants, par mois. Par surcroît, vous obtenez gratuitement deux mois de facturation détaillée et de Message Mobile.

Tout ceci pour dire que si vous n'utilisez pas votre appareil plus que pour les minutes gratuites, vous n'aurez RIEN À DÉBOURSER PENDANT DOUZE MOIS.*

Le programme « Une fois pour toutes » de Cantel. La liberté qu'offre le cellulaire. Du temps d'utilisation gratuit. Pas de factures épineuses. Et même une bonne idée de cadeau! Tout cela à 33 % de moins que le tarif courant... 200 \$ de rabais.

Si vous préférez tirer avantage d'une offre semblable pour une période de six mois, c'est possible. Il ne vous en coûtera que 269 \$... un rabais de 18 %.

N'ayez pas peur... profitez-en!

Voyez un agent agréé Cantel. Il a tous les détails et

un choix complet d'appareils.

CANTEL®

LE POUVOIR DU RÉSEAU™

Regroupement d'agents agréés Cantel du Québec

Centre de service Cantel
Medco 676-3963
NorCom 629-6060
Solubon Cellulaire 733-0000
Rogers Centre de service Cantel
Rogers Centre de service Cantel
Centre-Ville 875-9512
Rogers Centre de service Cantel
Drummondville 476-0851

Rogers Centre de service Cantel
Laval 682-2640
Rogers Centre de service Cantel
Métropolitain 257-8876
Rogers Centre de service Cantel
St-Laurent 738-3833
Agents Agréés Cantel
Boucherville
National-Expert Ltee 449-7779

Carignan
Radio d'Autos Félix Inc. 658-5241
Dollard-des-Ormeaux
Auto Studio 684-4218
CellTel Canada 952-9300
Gatineau
Omni-Cell Outaouais Enr. 663-8580
Greenfield Park
Rive-Cell Communications Inc. 466-4123

Joliette
C.G.P. Technologie Inc. 756-8066
Laval
Goinneau-Bousquet Ltee 382-9348
Lavalcell Inc. 497-2999
Laval Cellulaire Cie 682-9911
Multilocation 682-1915
Radio d'Auto Chomedey Inc. 669-6711

Lemoyne
D.P.C. Communications 944-4999
Montréal
Alarmes Fox & Communications 327-4942
Auto Studio 684-4218
Celluland Inc. 278-1873
Cellulaire Digitale 955-4082
Communications Anjou 354-3958
Communications M.S. Inc. 645-9271

La Cabine Téléphonique 731-1818
Pétron Distribution Ltee 983-1666
Prestige Cellulaire 722-2555
Scottone Corporation 333-3333
Vitto Plus Inc. 598-5214
Repentigny
Communications Réguy 581-4666

St-Eustache
Centre de Communications St-Eustache 473-2982
St-Jean-sur-Richelieu
L.A. Communications Inc. 359-0660
St-Laurent
Multi-Cell Communications 497-2355
St-Sauveur
Nor-Cell 227-2004

Ste-Thérèse
Juteau & Ruel Inc. 430-7930
St-Thimothée - Valleyfield
Boulevard Electronique 371-0931
Terrebonne
Cell Express 964-1964
Trois Rivières
RDS Radio 379-2223
Victoriaville
Les Communications Spectrocom Inc. 752-6935

* Cette offre prend fin le 31 décembre 1992. N'attendez donc pas! Si vous utilisez votre appareil plus que pour le nombre de minutes gratuites, chaque minute additionnelle vous sera facturée selon une échelle tarifaire décroissante commençant à 0,50 \$ la minute. Cette offre ne comprend pas le prix du téléphone. Certaines conditions s'appliquent. Une approbation de crédit est nécessaire. Les taxes et les frais d'accès au système sont en sus. Le temps d'antenne de cette offre est du temps d'antenne local. Cette offre est assujettie à l'approbation de l'organisme de réglementation. Les prix peuvent changer sans préavis.

Les Khmers rouges libèrent les onze autres casques bleus

Agence France-Presse
PHNOM PENH

Les Khmers rouges ont libéré hier les onze otages, neuf Uruguayens et deux Russes, qu'ils retenaient depuis vendredi, mais tout en accusant de «provocations» des gens de l'Apronuc, la mission de l'ONU chargée de veiller à la transition du Cambodge vers la paix et des élections démocratiques.

Les onze casques bleus ont été libérés «sans conditions» et ils sont «tous sains et saufs», a déclaré un porte-parole de l'Apronuc, Eric Fall.

La libération a été obtenue après une journée de négociations menées, sur ordre de Khieu Samphan, le chef du Parti du Kampuchea démocratique (PKD), avec le général khmer rouge Nuon Bunno, qui a été conduit sur le lieu de détention dans un hélicoptère l'ONU, a indiqué le porte-parole.

Les Khmers rouges avaient menacé de tuer leurs otages si l'ONU tentait de les libérer et ils avaient demandé au général Bunno de venir les chercher.

Cette prise en otage de casques bleus par des Khmers rouges était le quatrième

incident de ce genre depuis le début du mois. Une source militaire cambodgienne proche des Khmers rouges a affirmé que le haut commandement khmer avait donné l'ordre de capturer tout casque bleu s'aventurant sans autorisation dans des zones détenues par les Khmers rouges.

Dans une lettre au prince Norodom Sihanouk publiée hier à Phnom Penh, Khieu Samphan avait annoncé que les casques bleus seraient «libérés» et qu'«aucune menace n'a été proférée contre eux». «Je vous demande de ne pas vous inquiéter pour cela», ajoutait-il.

Dans un autre communiqué, le PKD accusait toutefois l'ONU de «provocations», déclarant qu'il ne serait pas responsable de la sécurité des casques bleus s'ils continuaient à entrer dans les zones sous son contrôle.

Considérant la version de l'ONU sur les quatre prise d'otages de ce mois-ci de «propagande visant à induire en erreur l'opinion publique internationale», les Khmers rouges ajoutent qu'il s'agit «d'une campagne de dénigrement et d'un plan conçu pour induire en erreur le Conseil de sécurité, afin qu'il prenne des sanctions contre le PKD».

Des «forces» fomenteraient un complot contre la Chine

Agence France-Presse
PÉKIN

Le ministre de la Sécurité, Tao Siju, a dénoncé violemment, dans la revue *Chercher la Vérité*, les forces intérieures et étrangères qui complotent contre la Chine, et a appelé à renforcer la lutte contre les activités criminelles.

«Les forces hostiles étrangères continuent leurs activités de pénétration et de détérioration en Chine tandis que les éléments hostiles à l'intérieur unissent leurs efforts pour comploter un nouveau chaos», affirme le ministre dans la revue bimensuelle datée du 20 décembre. «Il nous faut rester fidèle à la dictature démocratique populaire», estime Tao.

«Si nous n'avions pas réprimé avec fermeté l'événement politique du printemps 1989 en nous appuyant sur la dictature démocratique populaire, nous n'aurions pas aujourd'hui la stabilité politique et sociale nécessaire à la modernisation économique», écrit-il dans un article de cinq pages intitulé «Réformer et renforcer le travail de la sécurité publique».

«Il nous faut rester fidèle à la dictature démocratique populaire», estime le ministre de l'Intérieur Tao

«Il faut consolider l'unité politique et la stabilité sociale», poursuit-il, tout en soulignant que «les facteurs d'instabilité (en Chine) demeurent encore nombreux».

«Dans certaines régions, l'ordre social est mauvais», soutient le ministre, qui reconnaît la difficulté du travail de la police et par la même l'ampleur du phénomène. «Il nous faut continuellement agir pour découvrir à temps les activités néfastes et de division des forces hostiles de l'intérieur et de l'extérieur», avoue Tao.

Le ministre estime également que la criminalité va augmenter avec l'approfondissement de la réforme. Il avertit que la réforme des entreprises, qui va conduire au licenciement de dizaines

de millions de personnes, «affectera la stabilité sociale parmi les ouvriers et les employés».

A plusieurs reprises ces derniers temps, des ministres chinois ont aussi évoqué les risques de manifestations, surtout dans les campagnes. Le fossé de plus en plus large entre régions riches et pauvres commence à inquiéter les paysans, dont un grand nombre voient leurs revenus stagner ou baisser.

La Chine a nommé entre-temps un responsable de la propagande au sein du Parti communiste au poste de ministre de la Culture, en remplacement du conservateur He Jingzhi.

Ce changement n'a pas été annoncé officiellement. Mais, dans sa dernière édition, l'hebdomadaire *Littérature et Art* évoque une réunion à laquelle a assisté «le chef adjoint du département de Propagande et ministre de la Culture, Liu Zhongde».

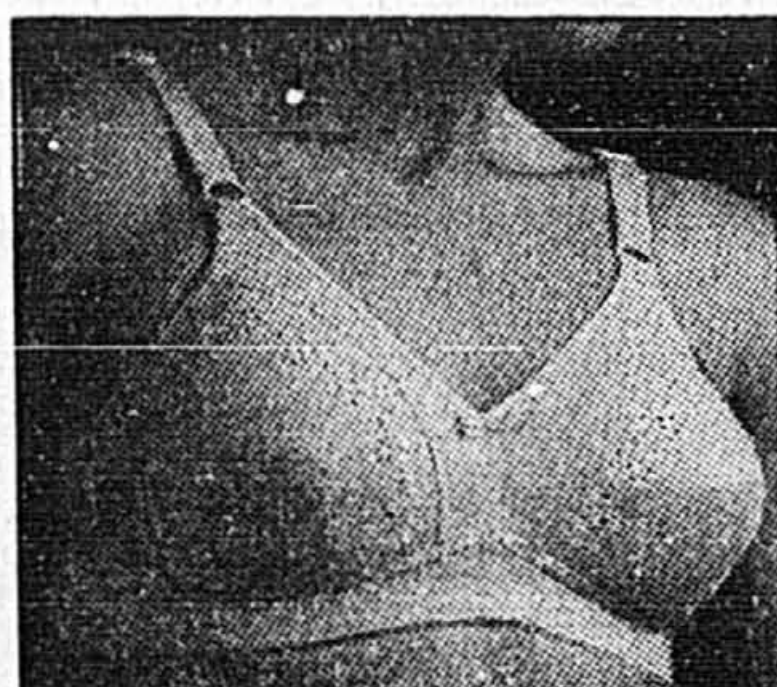
He Jingzhi, nommé ministre après la répression du mouvement démocratique sur la place Tiananmen en 1989, était tombé en disgrâce cette année car il n'a pas été un chaud partisan des réformes économiques de Deng Xiaoping.

WONDERBRA, WARNER'S, PLAYTEX ET VOGUE : DE 30 % À 50 % DE RABAIS!



SOUTIEN-GORGE WONDERBRA

40 % de rabais! Modèle en dentelle, sans coutures, à armature flexible. Blanc ou beige. 34 à 38, B ou C; 36 à 38, D ou DD. N° 1219. Ord. 28 \$ à 30 \$. Solde 16,80 \$ à 18 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE TOUT CONFORT WONDERBRA

40 % de rabais! Bonnets extensibles procurant un soutien ferme mais confortable. Blanc ou beige. 36 à 42, B, C ou D; 36 à 40, DD. N° 2620. Ord. 27 \$ à 29 \$. Solde 16,20 \$ à 17,40 \$ ch.



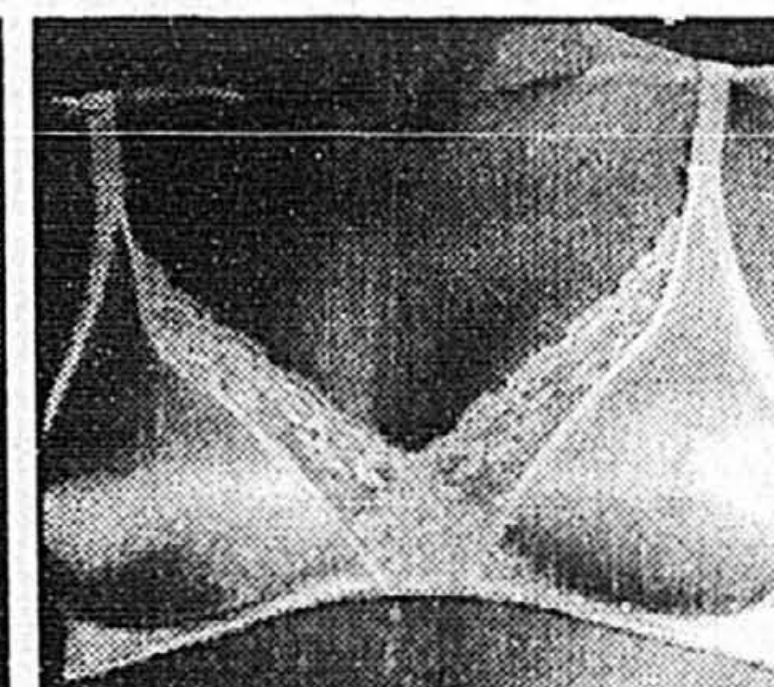
SOUTIEN-GORGE WONDERBRA

40 % de rabais! Dentelle extensible et armature offrant un maintien total. Blanc, rosé ou noir. 34 à 38, B ou C; 36 à 38, D ou DD. N° 7429. Ord. 26 \$ à 28 \$. Solde 15,60 à 16,80 \$ ch.



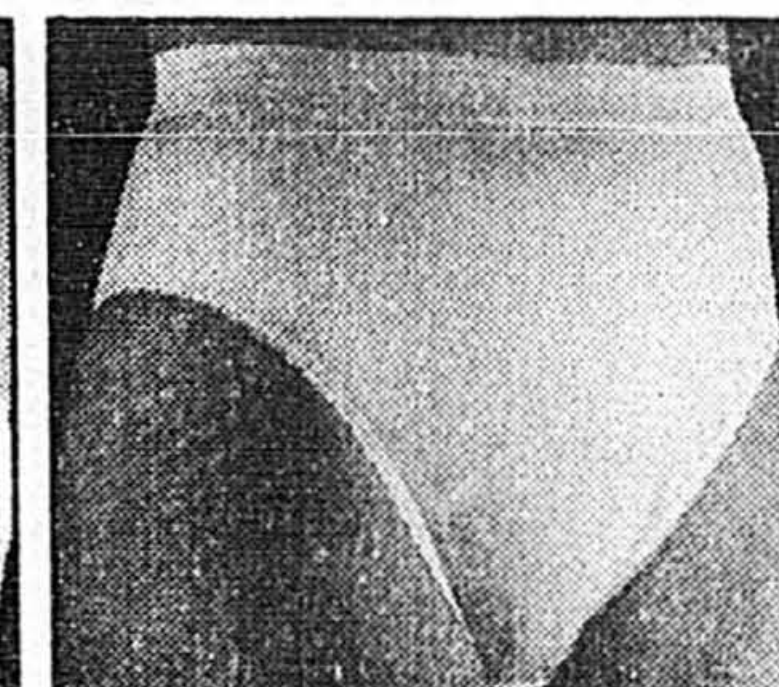
WONDERBRA, À SOUTIEN MOYEN

40 % de rabais! Soutien-gorge à bonnets de dentelle extensible. Blanc, rosé ou noir. 34 à 36, A, B ou C. N° 2029. Ord. 20 \$. Solde 12 \$ ch.



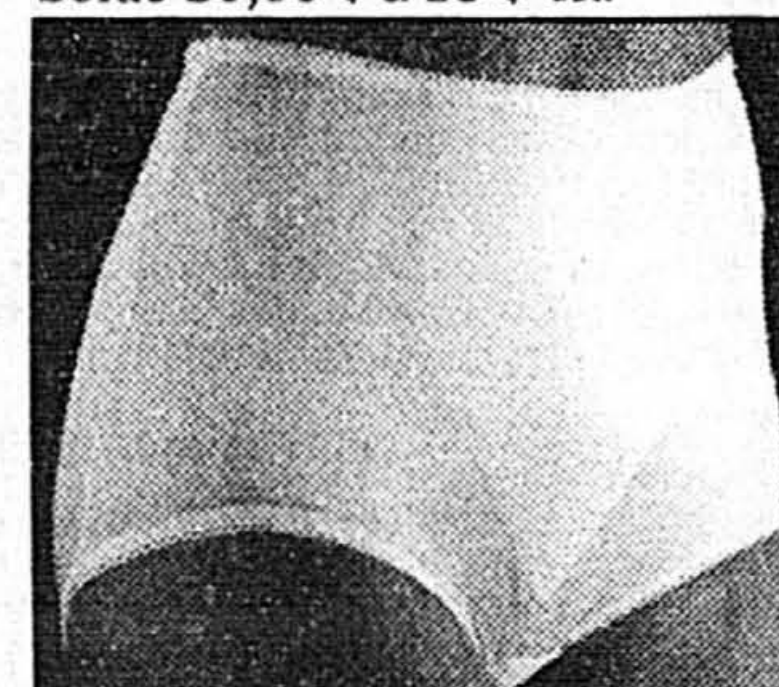
WONDERBRA... NATURELLEMENT!

40 % de rabais! Soutien-gorge de tissu tout extensible procurant un bon maintien. Blanc ou beige. 34 à 36, A; 34 à 38, B ou C. N° 1130. Ord. 21,50 \$. Solde 12,90 \$ ch.



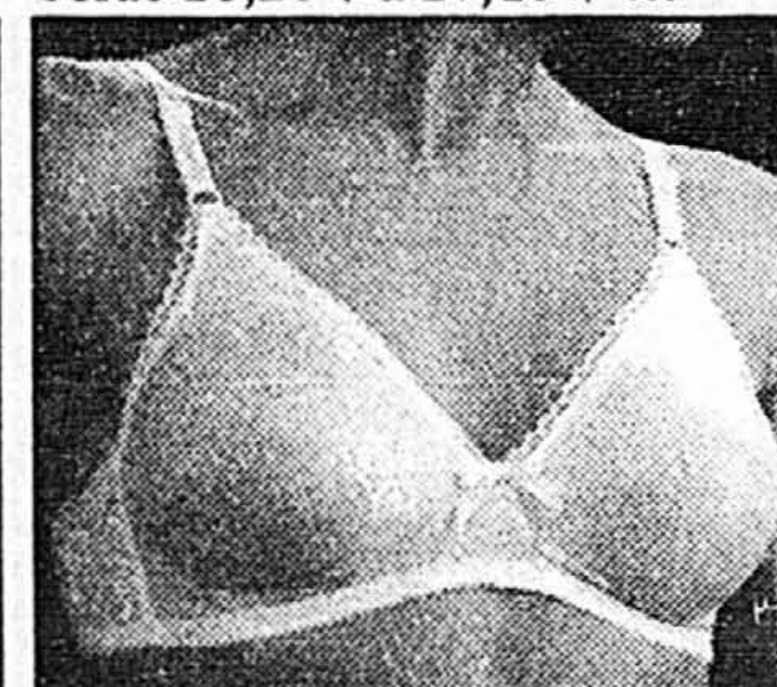
CULOTTE WONDERBRA

50 % de rabais! Offerte en blanc ou beige. P.M.G.TG. N° 560. Ord. 7,75 \$. Solde 3,88 \$ ch.



CULOTTE WONDERBRA

50% de rabais! Modèle Ajuste + à plastron amincissant procurant une silhouette parfaite. Blanc ou beige. M.T.G.TTG. N° 750. Ord. 10,50 \$ et 11,50 \$. Solde 5,25 \$ et 5,75 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE WARNER'S

40% de rabais! Modèle à dos échancré et bonnets tout élastiques. Motif floral. Blanc. 34 à 38, B ou C. N° 1096. Ord. 21 \$. Solde 12,60 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE WARNER'S SANS BASQUE

50% de rabais! Soutien-gorge à armature et à bonnets légèrement moulés ornés de dentelle. Blanc ou dentelle à l'ancienne. 34 à 38, B, C ou D. N° 1274. Ord. 23 \$ et 24 \$. Solde 11,50 \$ et 12 \$ ch.



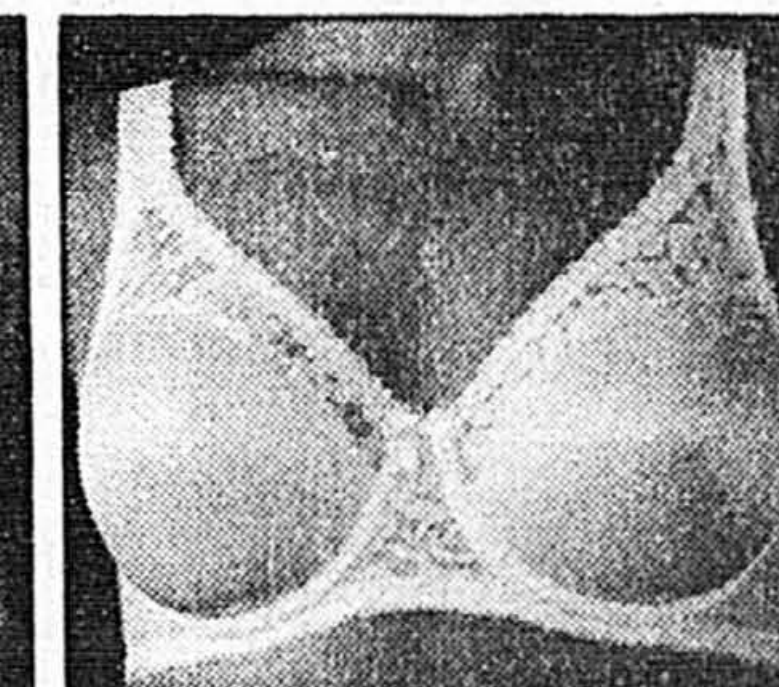
SOUTIEN-GORGE WARNER'S

30 % de rabais! Modèle offrant un soutien moyen, à bonnets de dentelle fleurie tout extensible. Blanc, camélia ou noir. 34 à 36, A ou D; 34 à 38, B ou C. N° 2593. Ord. 23 \$. Solde 16,10 \$ ch.



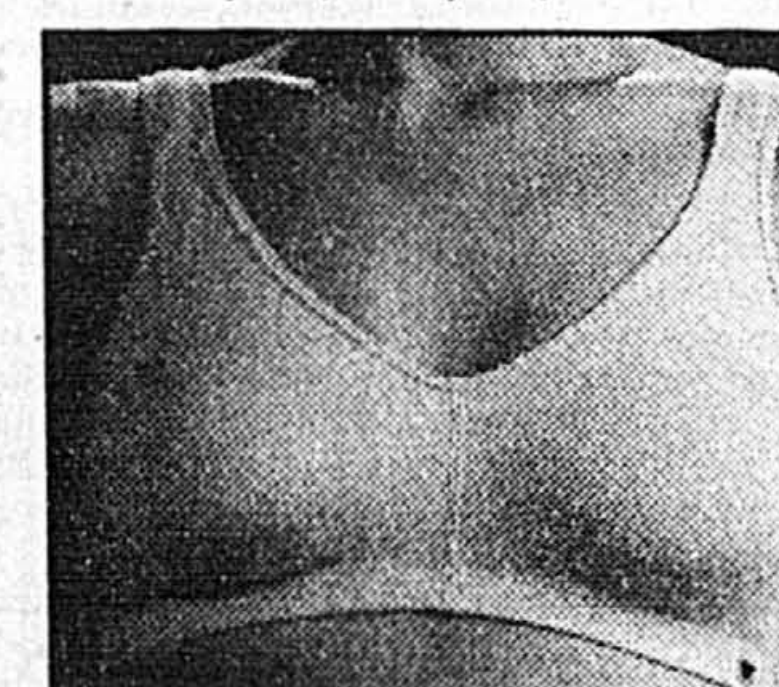
SOUTIEN-GORGE WARNER'S

30 % de rabais! Modèle s'agrafant au dos; parfait pour celle qui recherche un maintien total. Blanc ou camélia. 36 à 40, B, C, D ou DD. N° 1044. Ord. 26 \$ à 28 \$. Solde 18,20 \$ à 19,60 \$ ch.



SOUTIEN FERME SIGNÉ WARNER'S

30% de rabais! Soutien-gorge à armature, à bonnets préformés bordés de dentelle et à bretelles extensibles. Blanc ou beige. 34 à 38, B ou D; 34 à 40, C. N° 2544. Ord. 27 \$ et 28 \$. Solde 18,90 \$ et 19,60 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE VOGUE SPORT

40 % de rabais! Cotonnade confortable; bretelles cousinées et maintien accru. Blanc ou beige. 34 à 38, B, C ou D. N° 1760. Ord. 21 \$. Solde 12,60 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE VOGUE À ARMATURE

30 % de rabais! Modèle très féminin fait de délicate dentelle. Blanc ou noir. 34 à 40, B, C ou D. N° 6180. Ord. 27 \$ et 28 \$. Solde 18,90 \$ et 19,60 \$ ch.



SLIP VOGUE TOUT EN DENTELLE

30 % de rabais! Partout, partout, de la délicate dentelle! Blanc ou noir. M.G.TG. N° 680. Ord. 16,50 \$. Solde 11,55 \$ ch.



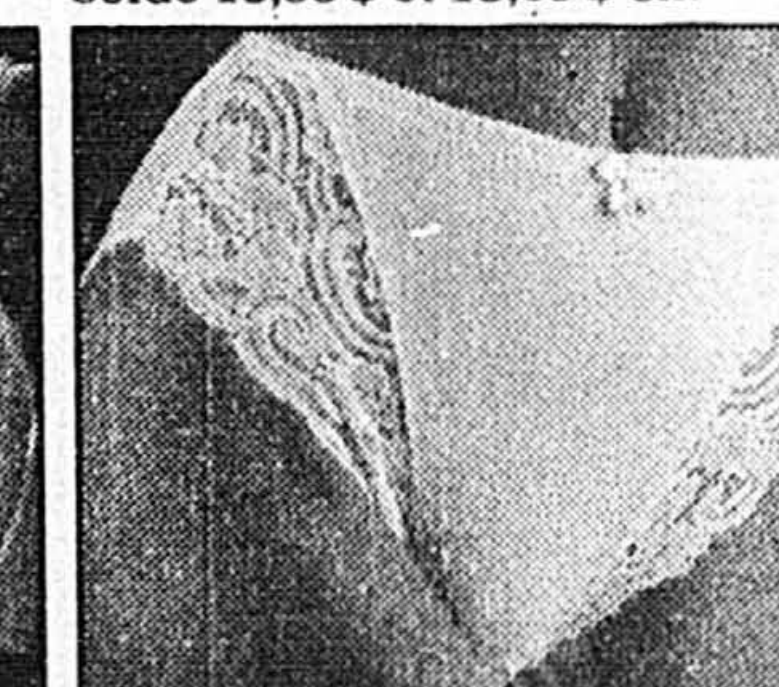
SOUTIEN-GORGE VOGUE

30% de rabais! Modèle extensible à armature et sans coutures. Blanc ou beige. 34 à 36, A; 34 à 38, B ou C. N° 2224. Ord. 20,50 \$. Solde 14,35 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE VOGUE

30 % de rabais! Soutien-gorge de coton à armature et à bonnets bordés de dentelle. Blanc ou noir. 34 à 38, B; 34 à 40, C, D ou DD. N° 5180. Ord. 27 \$ et 28 \$. Solde 18,90 \$ et 19,60 \$ ch.



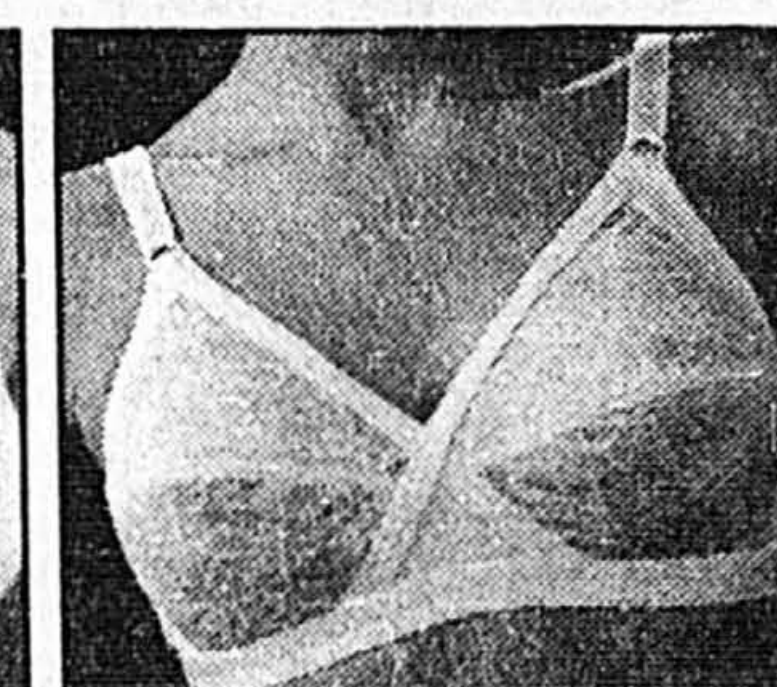
CULOTTE VOGUE

30 % de rabais! Culotte de coton joliment parée de dentelle. Blanc ou noir. M.G.TG.TTG. N° 580. Ord. 15 \$. Solde 10,50 \$ ch.



SOUTIEN-GORGE VOGUE

30 % de rabais! Modèle confortable à bonnets souples. Blanc ou beige. 34 à 36, A, B ou C. N° 2222. Ord. 19,50 \$. Solde 13,65 \$ ch.



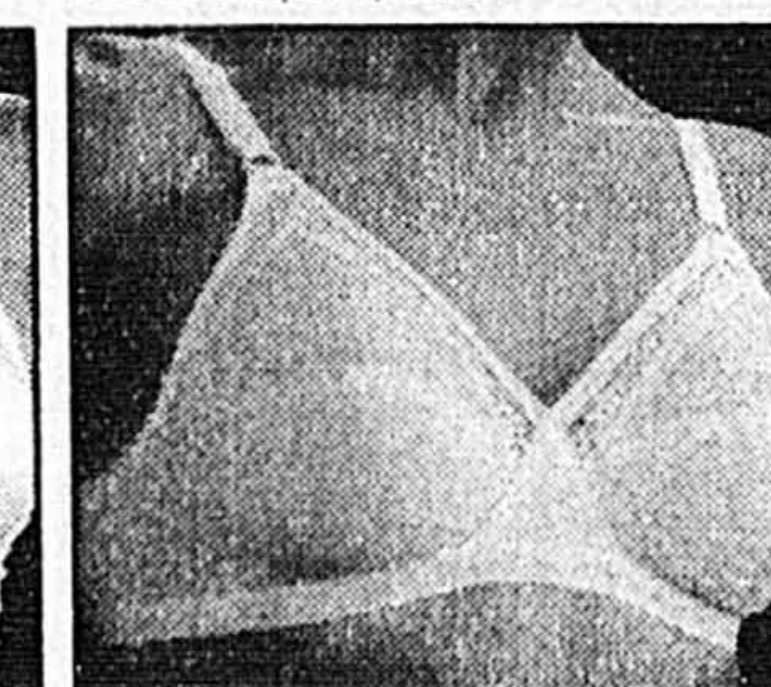
SOUTIEN-GORGE CLASSIQUE PLAYTEX

40% de rabais! Modèle «Cross Your Heart». Blanc ou beige. 36 à 38, B; 36 à 40, C ou D. N° 5128. Ord. 21,50 \$ et 22,50 \$. Solde 12,90 \$ et 13,50 \$ ch.



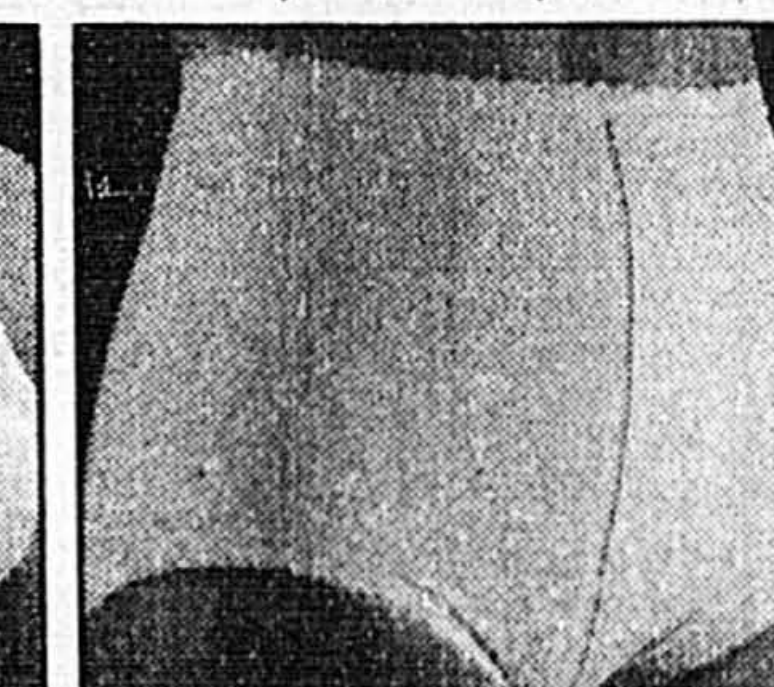
LE «18 HEURES» DE PLAYTEX

40 % de rabais! Soutien-gorge monté sans coutures. Blanc ou beige. 38 à 40, B; 36 à 42, C ou D. N° 722. Ord. 30 \$ et 32 \$. Solde 18 \$ et 19,20 \$ ch.



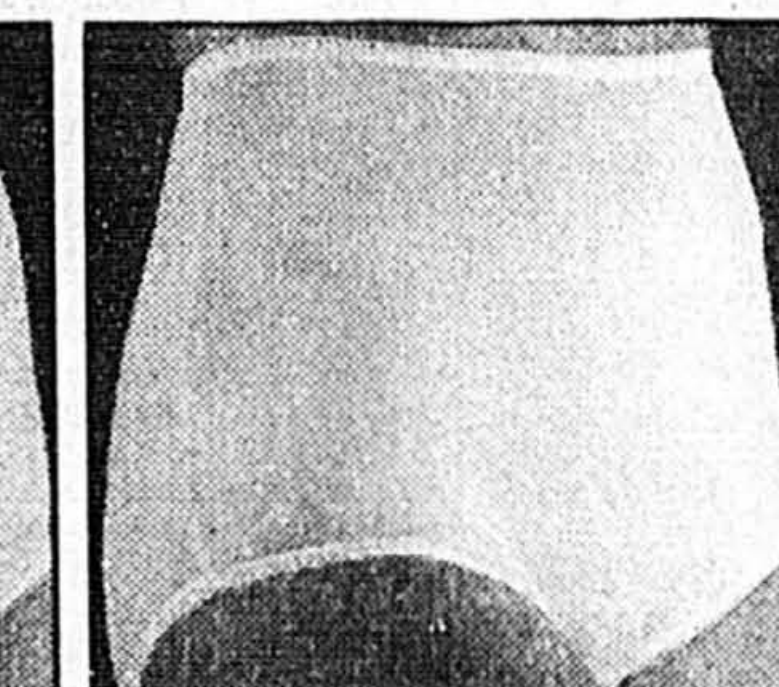
SOUTIEN-GORGE PLAYTEX

40 % de rabais! Le célèbre «Cross Your Heart», coupé et cousu, offrant un soutien moyen. Blanc ou beige. 34 à 40, B ou C. N° 5089. Ord. 17 \$. Solde 10,20 \$ ch.



CULOTTE PLAYTEX

50 % de rabais! Gaine-culotte «Incroyable, c'est une gaine!» maintenant fermement le ventre. Beige. P.M.G.TG.TTG. N° 2493. Ord. 40,50 \$ et 42,50 \$. Solde 20,25 \$ et 21,25 \$ ch.



CULOTTE SUPER LOOK DE PLAYTEX

50% de rabais! Pour un galbe ravissant, optez pour cette culotte avec lycra spandex! Blanc ou beige. M.G.TG.TTG. N° 982. Ord. 10 \$ et 10,50 \$. Solde 5 \$ et 5,25 \$ ch.

PARTEZ À L'AVENTURE ET DÉCOUVREZ MINI-RALLYE/ EUROPE!

MINI-RALLYE, un jeu de société créé et produit au Québec!
MINI-RALLYE, une course pleine de rebondissements où stratégies et connaissances se RALLYent pour gagner! Assistez à une démonstration de ce jeu, à la Baie:

Place Rosemère 22 et 23 décembre 15 h à 21 h
MINI-RALLYE, en vente à la Baie, au prix de 44,99 \$ (taxes en sus).

ON PEUT PAS DEMANDER MIEUX!

LA BAIE

En vigueur jusqu'au 31 décembre.



Compagnie de la Baie d'Hudson